

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2011 ET 2010 ET AU 1^{er} JANVIER 2010

TABLE DES MATIÈRES

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS.....	1
RAPPORT DES AUDITEURS.....	2
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
État consolidé de la situation financière.....	4
État consolidé du résultat global.....	5
État consolidé des variations des capitaux propres pour l'année close le 31 décembre 2010.....	6
État consolidé des variations des capitaux propres pour l'année close le 31 décembre 2011.....	7
Tableau consolidé des flux de trésorerie.....	8
Notes aux états financiers consolidés.....	9

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés ci-joint de « **SAVARIA CORPORATION** » sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Ces états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les Normes internationales d'information financière et comportent nécessairement certains montants qui sont fondés sur les estimations les plus probables et des jugements faits par la direction.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la société s'est dotée de systèmes de contrôles comptables internes et a établi des politiques et procédés adaptés à l'industrie dans laquelle elle évolue. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et qu'il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Comité d'audit rencontre périodiquement la direction afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de présentation de l'information financière. Le Comité examine également les états financiers consolidés annuels et le rapport des auditeurs indépendants, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. Les auditeurs désignés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le Comité d'audit, en présence ou en l'absence de la direction.

Les présents états financiers consolidés au 31 décembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date ont été audités par les auditeurs désignés par les actionnaires, KPMG s.r./S.E.N.C.R.L., comptables agréés.



Marcel Bourassa
Le président du conseil et chef de la direction



Jean-Marie Bourassa CA
Le chef de la direction financière

Laval (Québec) Canada
Le 29 mars 2012



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Tour KPMG
Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Savaria Corporation

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Savaria Corporation, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2011, au 31 décembre 2010 et au 1^{er} janvier 2010, les états consolidés du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2010, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Page 2

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Savaria Corporation au 31 décembre 2011, au 31 décembre 2010 et au 1^{er} janvier 2010, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2010, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.**

Comptables agréés

Montréal, Canada

Le 29 mars 2012

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(en milliers de dollars)

	Note	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Actifs				
Actifs courants				
Trésorerie		3 931 \$	6 041 \$	4 823 \$
Trésorerie réservée	14	400	400	400
Créances et autres débiteurs	5	9 120	10 444	7 455
Contrats de change à terme	23D	83	105	555
Partie courante des prêts à long terme	7	328	90	27
Créances de crédits d'impôt		526	916	467
Stocks	6	14 371	14 536	12 600
Charges payées d'avance		633	940	814
Partie courante des placements à long terme	11	710	795	-
Total des actifs courants		30 102	34 267	27 141
Actifs non courants				
Trésorerie réservée	14	700	1 100	1 500
Contrats de change à terme	23D	44	-	-
Créances de crédits d'impôt		509	524	558
Prêts à long terme	7	347	324	105
Immobilisations corporelles	8	1 741	1 930	1 566
Goodwill	9	4 051	4 051	506
Immobilisations incorporelles	10	2 797	3 194	1 390
Placements à long terme	11	753	704	5 758
Autres actifs		16	-	45
Actifs d'impôt différé	19	1 353	1 256	1 403
Total des actifs non courants		12 311	13 083	12 831
Total des actifs		42 413 \$	47 350 \$	39 972 \$
Passifs				
Passifs courants				
Emprunts bancaires	12	75 \$	1 990 \$	1 080 \$
Fournisseurs et autres créditeurs	13	6 123	6 547	6 249
Passifs d'impôts courants		382	133	101
Produits différés		1 930	2 043	415
Partie courante de la dette à long terme	14	4 877	4 236	1 845
Provision pour garantie	15	338	356	264
Total des passifs courants		13 725	15 305	9 954
Passifs non courants				
Dette à long terme	14	7 984	9 156	8 852
Provision pour garantie	15	417	425	394
Passifs d'impôt différé	19	142	386	-
Total des passifs non courants		8 543	9 967	9 246
Total des passifs		22 268	25 272	19 200
Capitaux propres				
Capital-actions	16	13 260	12 630	12 633
Capital-actions à émettre	4	-	567	-
Surplus d'apport		2 114	2 064	1 910
Cumul des autres éléments du résultat global		665	2 081	2 012
Résultats non distribués		4 106	4 736	4 217
Total des capitaux propres		20 145	22 078	20 772
Total des passifs et des capitaux propres		42 413 \$	47 350 \$	39 972 \$

Les notes aux pages 9 à 60 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Note	2011	2010
Ventes		65 274 \$	65 236 \$
Coût des ventes		(47 041)	(47 024)
Marge brute		18 233	18 212
Charges opérationnelles			
Frais d'administration		(7 035)	(6 906)
Frais de vente		(5 476)	(5 269)
Frais d'ingénierie et de recherche et développement		(2 327)	(2 077)
		(14 838)	(14 252)
Autres produits		-	434
Résultat opérationnel		3 395	4 394
Produits financiers	18	233	52
Charges financières	18	(750)	(986)
Charges financières nettes		(517)	(934)
Résultat avant impôt		2 878	3 460
Charge d'impôt sur le résultat	19	(877)	(892)
Résultat net		2 001	2 568
Autres éléments du résultat global			
Variation de la juste valeur des contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie		182	2 253
Impôts différés		(47)	(626)
		135	1 627
Gains sur contrats de change portés au résultat net au cours de l'année		(2 237)	(2 176)
Impôts différés		599	633
		(1 638)	(1 543)
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(1 503)	84
Gains (pertes) net(te)s latent(e)s sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome		87	(15)
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt		(1 416)	69
Résultat global total		585 \$	2 637 \$
Résultat par action	20		
De base		\$ 0,09	\$ 0,12
Dilué		\$ 0,09	\$ 0,12

Les notes aux pages 9 à 60 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(en milliers de dollars)

	2010						
	Capital-actions		Capital-actions à émettre	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
	Nombre	Montant					
Solde au 1^{er} janvier 2010	22 158 219	12 633 \$	- \$	1 910 \$	2 012 \$	4 217 \$	20 772 \$
<u>Résultat global total</u>							
Résultat net	-	-	-	-	-	2 568	2 568
Autres éléments du résultat global :							
Variation de la juste valeur des contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie, nette d'impôt	-	-	-	-	1 627	-	1 627
Gains sur contrats de change portés au résultat au cours de l'année, nets d'impôt	-	-	-	-	(1 543)	-	(1 543)
Pertes nettes latentes sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	-	-	-	-	(15)	-	(15)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	69	-	69
Résultat global total	-	- \$	- \$	- \$	69 \$	2 568 \$	2 637 \$
<u>Transactions avec les actionnaires comptabilisées directement en capitaux propres</u>							
Actions annulées à la suite du rachat public d'actions	(290 655)	(166)	-	-	-	(180)	(346)
Rémunération à base d'actions	-	-	-	154	-	-	154
Exercice d'options d'achat d'actions	50 000	43	-	-	-	-	43
Dividende sur actions ordinaires	-	-	-	-	-	(1 869)	(1 869)
Actions à émettre dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (note 4)	-	-	567	-	-	-	567
Actions émises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (note 4)	100 000	120	-	-	-	-	120
Total des transactions avec les actionnaires	(140 655)	(3)	567	154	-	(2 049)	(1 331)
Solde au 31 décembre 2010	22 017 564	12 630 \$	567 \$	2 064 \$	2 081 \$	4 736 \$	22 078 \$

Les notes aux pages 9 à 60 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(en milliers de dollars)

	2011						
	Capital-actions		Capital-actions à émettre	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
	Nombre	Montant					
Solde au 1^{er} janvier 2011	22 017 564	12 630 \$	567 \$	2 064 \$	2 081 \$	4 736 \$	22 078 \$
<u>Résultat global total</u>							
Résultat net	-	-	-	-	-	2 001	2 001
Autres éléments du résultat global :							
Variation de la juste valeur des contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie, nette d'impôt	-	-	-	-	135	-	135
Gains sur contrats de change portés au résultat au cours de l'année, nets d'impôt	-	-	-	-	(1 638)	-	(1 638)
Gains nets latents sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	-	-	-	-	87	-	87
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(1 416)	-	(1 416)
Résultat global total	-	- \$	- \$	- \$	(1 416) \$	2 001 \$	585 \$
<u>Transactions avec les actionnaires comptabilisées directement en capitaux propres</u>							
Actions annulées à la suite du rachat public d'actions	(269 200)	(155)	-	-	-	(263)	(418)
Rémunération à base d'actions	-	-	-	104	-	-	104
Exercice d'options d'achat d'actions	132 500	218	-	(54)	-	-	164
Dividende sur actions ordinaires	-	-	-	-	-	(2 368)	(2 368)
Actions émises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (note 4)	1 000 000	567	(567)	-	-	-	-
Total des transactions avec les actionnaires	863 300	630	(567)	50	-	(2 631)	(2 518)
Solde au 31 décembre 2011	22 880 864	13 260 \$	- \$	2 114 \$	665 \$	4 106 \$	20 145 \$

Les notes aux pages 9 à 60 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

SAVARIA CORPORATION
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
(en milliers de dollars)

	Note	2011	2010
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat net		2 001 \$	2 568 \$
Ajustements pour :			
Amortissement des immobilisations corporelles	8	688	507
Amortissement des immobilisations incorporelles	10	792	819
Variation de la juste valeur des billets restructurés et de l'option de règlement	11	(64)	49
Charge d'impôt	19	877	892
Charges financières capitalisées sur la dette à long terme		210	249
Rémunération à base d'actions	22	104	154
Contrats de change encaissés avant échéance		-	2 530
Gains sur contrats de change encaissés avant échéance et portés au résultat net		(2 076)	(2 004)
Gains sur cession d'immobilisations corporelles		-	(3)
Pertes (gains) de change non réalisés(es) sur éléments monétaires non courants		107	(123)
Acquisition d'une entreprise à prix de faveur	4	-	(398)
Charge d'intérêts		540	432
		3 179	5 672
Variation nette des éléments hors caisse liés aux opérations	21	1 032	(2 051)
Augmentation des prêts à long terme		(21)	(279)
Encaissement des prêts à long terme		97	72
Impôt sur le résultat payé		(142)	(147)
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles		4 145	3 267
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'une entreprise, nette de la trésorerie acquise	4	-	(3 869)
Encaissement des placements à long terme		100	4 210
Variation de la trésorerie réservée		400	400
Produits de la cession d'immobilisations corporelles		29	43
Acquisition d'immobilisations corporelles	8	(515)	(392)
Augmentation des immobilisations incorporelles	10	(395)	(605)
Trésorerie nette liée aux activités d'investissement		(381)	(213)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des emprunts bancaires		(1 915)	910
Augmentation de la dette à long terme		2 628	2 041
Remboursement de la dette à long terme		(3 410)	(2 183)
Intérêts payés		(539)	(432)
Variation des frais reportés liés à une dette à long terme		(16)	-
Rachat d'actions ordinaires		(418)	(346)
Produits issus de l'exercice d'options		164	43
Dividende sur actions ordinaires	16	(2 368)	(1 869)
Trésorerie nette liée aux activités de financement		(5 874)	(1 836)
Variation nette de la trésorerie		(2 110)	1 218
Trésorerie au 1 ^{er} janvier		6 041	4 823
Trésorerie au 31 décembre		3 931 \$	6 041 \$

Les notes aux pages 9 à 60 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

	PAGE		PAGE
1 . Entité présentant les états financiers	10	17 . Avantages du personnel	35
2 . Base d'établissement	10	18 . Produits financiers et charges financières	35
3 . Principales méthodes comptables	11	19 . Impôts	35
4 . Acquisitions d'entreprises	22	20 . Résultat par action	38
5 . Créances et autres débiteurs	24	21 . Flux de trésorerie	39
6 . Stocks	25	22 . Paiements fondés sur des actions	39
7 . Prêts à long terme	25	23 . Instruments financiers	40
8 . Immobilisations corporelles	26	24 . Engagements	49
9 . Goodwill	26	25 . Détermination des justes valeurs	49
10 . Immobilisations incorporelles	27	26 . Subventions gouvernementales	50
11 . Placements à long terme	29	27 . Secteurs opérationnels	50
12 . Emprunts bancaires	30	28 . Éventualités	52
13 . Fournisseurs et autres créditeurs	31	29 . Parties liées	52
14 . Dette à long terme	31	30 . Évènements subséquents	52
15 . Provision pour garantie.....	34	31 . Explication de la transition aux IFRS	52
16 . Capital et autres éléments des capitaux propres	34		

SAVARIA

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données sur les actions et sur les options)

1 . Entité présentant les états financiers

Savaria Corporation est une entreprise domiciliée au Canada. Son siège social est au 2724 Étienne-Lenoir, Laval, Québec. Les états financiers consolidés de la société aux 31 décembre 2011 et 2010, et pour les exercices clos à ces dates comprennent les comptes de Savaria Corporation et de ses filiales en propriété exclusive (l'ensemble désigné comme la « société »). Les activités de la société comprennent la conception, la fabrication et la distribution d'ascenseurs, de plates-formes élévatrices et de sièges d'escalier pour les personnes à mobilité restreinte, ainsi que la conversion et l'adaptation de mini-fourgonnettes aussi pour les personnes à mobilité restreinte.

Les états financiers consolidés de la société au 31 décembre 2010 et pour l'exercice clos à cette date préparés selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada sont disponibles sur demande auprès du siège social de la société ou à www.savaria.com.

2 . Base d'établissement

A) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») s'appliquant à la préparation des états financiers annuels.

La note 31 présente l'incidence de la transition aux IFRS sur la situation financière et la performance financière de la société. Cette note inclut le rapprochement des capitaux propres et du résultat global pour les périodes comparatives et des capitaux propres à la date de transition présentés selon les PCGR canadiens à ceux présentés pour ces périodes et à la date de transition selon les IFRS.

Les présents états financiers consolidés ont fait l'objet d'un audit par les auditeurs de la société et ont été approuvés par le conseil d'administration le 29 mars 2012.

B) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis au coût historique, sauf pour les éléments suivants dans l'état consolidé de la situation financière :

- les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur;
- les placements dans les billets restructurés et l'option de règlement sont évalués à la juste valeur.

C) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société.

D) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des ventes et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

Les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif sont les suivantes :

2 . Base d'établissement (suite)

D) Utilisation d'estimations et recours au jugement (suite)

- la provision pour désuétude des stocks;
- le goodwill;
- l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers, incluant les dérivés et les placements dans les billets restructurés et l'option de règlement.

3 . Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés et pour l'établissement de l'état de la situation financière d'ouverture selon les IFRS au 1^{er} janvier 2010 pour les besoins de la transition aux IFRS, sauf indication contraire.

A) Méthode de consolidation

(i) Acquisitions d'entreprises

Acquisitions le ou après le 1^{er} janvier 2010

Pour les acquisitions le ou après le 1^{er} janvier 2010, la société évalue le goodwill comme étant la juste valeur de la contrepartie payée moins la valeur nette (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge, tous évalués à la date d'acquisition. Lorsque l'excédent est négatif, un gain est reconnu immédiatement dans le résultat net.

Les frais liés à une acquisition, autres que ceux associés à l'émission de dette ou de capital-actions, que la société encourt en rapport à une acquisition d'entreprise sont comptabilisés comme charge à mesure qu'ils sont encourus.

Acquisitions avant le 1^{er} janvier 2010

À même la transition aux IFRS, la société a choisit de ne retraiter que les acquisitions d'entreprises qui ont eu lieu après le 1^{er} janvier 2010. À l'égard des acquisitions qui ont eues lieu avant le 1^{er} janvier 2010, le goodwill représente le montant précédemment reconnu en vertu des PCGR canadiens.

(ii) Filiales

Toutes les filiales sont des entreprises détenues à 100 % par la société. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés depuis la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées, au besoin, afin qu'elles cadrent avec celles adoptées par la société.

Filiales

Ascenseurs Savaria Concord Inc. (« Savaria Concord »)

Weber Accessibility Systems, Inc. - inactive

Van-Action (2005) Inc. (« Van-Action »)

Concord Elevator Holdings Inc. - inactive

Savaria (Huizhou) Mechanical Equipment Manufacturing Co., LTD (« Savaria Huizhou »)

Concord Elevator (London) Ltd. (« Concord London »)

Freedom Motors Inc. (« Freedom »)

The Liberty Motor Co Inc. (« Liberty ») - inactive

Savaria Lifts Ltd. (« Savaria Lifts »)

Les soldes et les transactions intersociétés, ainsi que les ventes et coûts qui découlent de transactions intersociétés, sont éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

B) Monnaie étrangère

(i) Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle respective des entités de la société au cours de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont reconvertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à cette date. Le profit ou la perte de change sur les éléments monétaires correspond à la différence entre le coût amorti en monnaie fonctionnelle au début de la période, ajusté en fonction du taux d'intérêt effectif et des paiements versés pendant la période, et le coût amorti en monnaie étrangère converti au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont reconvertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de conversion qui découlent de ces conversions sont comptabilisés dans le résultat net, ou les couvertures qualifiées des flux de trésorerie, qui sont capitalisés dans les autres éléments du résultat global. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

(ii) Établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les ventes et les charges des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens au cours de change moyen pour la période.

Les écarts de conversion sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

Les profits ou pertes de change découlant d'un élément monétaire qui est une créance à recevoir d'un établissement étranger ou une dette envers celui-ci, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement étranger, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

C) Instruments financiers

(i) Actifs et passifs financiers non dérivés

La société classe ses instruments financiers par catégorie selon leur nature et leurs caractéristiques. La direction détermine la classification lors de la comptabilisation initiale qui est normalement au moment de l'achat.

Tous les produits et charges liés aux instruments financiers sont comptabilisés à même les produits financiers et les charges financières.

La société détient les actifs et passifs non dérivés suivants : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, actifs financiers détenus jusqu'à échéance, actifs financiers sous forme de prêts et créances et autres passifs financiers.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Un actif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net s'il est classé comme étant détenu à des fins de transaction ou s'il est désigné comme tel au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net si un dérivé incorporé modifie significativement la juste valeur du contrat hôte. Au moment de la comptabilisation initiale, les coûts de transaction directement attribuables sont comptabilisés dans le résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées dans le résultat net. Cet élément inclut les placements à long terme dans des billets restructurés et l'option de règlement.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

C) Instruments financiers (suite)

Actifs financiers détenus jusqu'à échéance

Lorsque la société a la ferme intention et la capacité de conserver des titres de placement jusqu'à échéance, ces actifs financiers sont alors classés comme détenus jusqu'à échéance. Les actifs financiers détenus jusqu'à échéance sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, les actifs financiers détenus jusqu'à échéance sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur. Tout reclassement ou vente d'un montant significatif d'un placement détenu jusqu'à échéance à une date non rapprochée de l'échéance entraînerait le reclassement de tous les placements détenus jusqu'à échéance comme détenu à des fins de transaction, et empêcherait la société de classer un placement comme détenu jusqu'à échéance durant l'année courante et les deux années subséquentes. Les placements à long terme dans des certificats de placement garanti sont classés comme détenus jusqu'à échéance.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces actifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur. Les prêts et créances comprennent la trésorerie, la trésorerie réservée, les créances et autres débiteurs, et les prêts à long terme.

La trésorerie et la trésorerie réservée comprennent le solde en banque et les placements temporaires ayant une échéance initiale de trois mois et moins.

Des comptes clients peuvent parfois être renégociés en prêts à long terme. Dans ces cas, la société exige des garanties et des garanties personnelles suffisantes pour couvrir le montant du prêt.

(ii) Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont mesurés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La société renverse un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont libérées, annulées ou expirées.

La société détient les passifs non dérivés suivants : les emprunts bancaires, les fournisseurs et autres créditeurs, les dividendes à payer et la dette à long terme.

(iii) Instruments financiers dérivés, incluant la comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur; les coûts de transaction directement attribuables sont comptabilisés dans le résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, et les variations sont comptabilisées tel que décrit ci-dessous.

La société détient des instruments financiers dérivés afin de se protéger contre les risques de fluctuations des devises étrangères.

Lors de l'établissement de la couverture, la société documente formellement la relation entre l'instrument et l'élément faisant l'objet de la couverture, incluant ses objectifs de gestion des risques et sa stratégie, ainsi que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. La société évalue au début de la relation de couverture ainsi que sur une base continue, s'il est prévu que les instruments de couverture seront "hautement efficace" à compenser les variations dans les flux de trésorerie des éléments faisant l'objet de la couverture durant la période pour laquelle la couverture est désignée, et si le résultat réel de chaque couverture est dans une fourchette de 80 à 125 %. Pour une couverture de flux de trésorerie d'une transaction projetée, la probabilité que la transaction se produise doit être haute et il doit y avoir un risque que les variations de flux de trésorerie aient une incidence sur le résultat net présenté.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

C) Instruments financiers (suite)

Couverture de flux de trésorerie

Lorsqu'un dérivé est désigné comme l'instrument de couverture des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction hautement projetée qui pourrait avoir une incidence sur le résultat net, la partie efficace de la variation de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée dans les gains (pertes) latent(e)s sur les flux de trésorerie dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est renversé au résultat net dans la même période que les flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture, sous la même rubrique de l'état du résultat global que l'élément couvert. Toute partie non efficace de la variation de la juste valeur du dérivé est immédiatement comptabilisée dans les produits financiers ou charges financières dans le résultat net.

Si l'instrument de couverture ne respecte plus les critères de la comptabilité de couverture, expire ou est vendu, résilié, exercé, ou la désignation est révoquée, la comptabilité de couverture est alors interrompue prospectivement. Le gain (perte) cumulatif(ve) comptabilisé(e) antérieurement dans les autres éléments du résultat global et présenté(e) dans les gains (pertes) latent(e)s sur les flux de trésorerie dans les capitaux propres demeure tel quel jusqu'à ce que la transaction projetée affecte le résultat net. Si la transaction n'est plus projetée, le solde dans les autres éléments du résultat global est alors immédiatement comptabilisé dans le résultat net.

Dérivés incorporés séparables

Les dérivés incorporés sont séparés du contrat hôte et comptabilisés séparément si les caractéristiques économiques et les risques du contrat hôte ne sont pas étroitement liés au dérivé incorporé, un instrument distinct ayant les mêmes termes que le dérivé incorporé rencontrerait la définition d'un dérivé, et l'instrument combiné n'est pas mesuré à la juste valeur par le biais du résultat net.

La variation dans la juste valeur des dérivés incorporés séparables est comptabilisée immédiatement dans le résultat net.

Évaluation de la juste valeur

Les mesures à la juste valeur reposent sur une hiérarchie d'évaluation de la juste valeur des placements à trois niveaux en fonction de la fiabilité des données utilisées pour l'évaluation à la juste valeur. Chaque niveau est basé sur la transparence des données utilisées pour mesurer la juste valeur des actifs et des passifs.

- Niveau 1 – Les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement, incluant les données et les prix cotés sur les marchés qui ne sont pas considérés comme étant actifs;
- Niveau 3 – Les données qui ne sont pas fondées sur des données de marchés observables.

D) Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options sur actions sont comptabilisés en réduction des capitaux propres, après déduction de toute incidence fiscale.

Lorsque du capital-actions comptabilisé dans les capitaux propres est racheté, le montant de la contrepartie payée, qui inclut les coûts de transaction directement attribuables, net de l'incidence fiscale, est comptabilisé comme une réduction des capitaux propres.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

E) Immobilisations corporelles

(i) Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif.

Lorsque des parties d'une immobilisation corporelle comportent des durées d'utilité différentes, chacune de ces parties est comptabilisée comme une composante distincte (composantes importantes) des immobilisations corporelles.

Les gains et pertes sur cession d'éléments d'immobilisations corporelles sont déterminés par la comparaison du produit de cession avec la valeur comptable de l'immobilisation, et sont comptabilisés comme autres produits (charges) du résultat net.

(ii) Coûts subséquents

Le coût de remplacement d'une partie d'un élément d'immobilisations corporelles est comptabilisé dans la valeur comptable de l'élément s'il est probable que les avantages économiques futurs reliés à cette partie bénéficieront à la société, et que ses coûts peuvent être mesurés avec fiabilité. La valeur comptable de la partie remplacée est renversée. Les coûts quotidiens d'entretien des immobilisations corporelles sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

(iii) Amortissement

L'amortissement est calculé sur le montant amortissable, soit le coût d'un actif, ou tout autre montant substitué au coût, diminué de sa valeur résiduelle.

L'amortissement est comptabilisé au résultat net sur une base linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation de chaque partie d'un élément des immobilisations corporelles, étant donné que ceci reflète le mieux le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs procuré par l'actif. Les actifs loués sont amortis sur la période la plus courte entre le terme du bail de location et la durée probable de leur utilisation, à moins qu'il soit raisonnablement certain que la société en obtiendra la propriété avant la fin du terme du bail.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

· Machinerie et équipement	5 à 15 ans
· Mobilier et agencement	5 à 10 ans
· Matériel roulant	5 à 10 ans
· Matériel informatique	3 à 5 ans
· Améliorations locatives	Durée des baux

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés à chaque fin d'année et ajustés au besoin.

F) Goodwill et immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de développement capitalisés, les marques de commerce, les listes de clients et les logiciels.

(i) Goodwill

Le goodwill qui survient en relation à l'acquisition d'une filiale est initialement mesuré tel que décrit à la note 3A)(i).

En regard des acquisitions réalisées avant le 1^{er} janvier 2010, le goodwill est inclus sur la base du coût présumé, qui représente le montant précédemment reconnu en vertu des PCGR canadiens.

Mesure subséquente

Le goodwill est mesuré au coût moins le cumul des pertes de valeur. La société évalue périodiquement si une provision pour perte de valeur doit être comptabilisée contre le résultat net. Le goodwill n'est pas amorti, il est plutôt examiné pour perte de valeur sur une base annuelle, le 31 décembre, et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse permanente de sa valeur.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

F) Goodwill et immobilisations incorporelles (suite)

(ii) Recherche et développement

Les frais associés à des activités de recherche effectuées dans le but d'accroître les connaissances techniques et leur compréhension, sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

Le développement inclut les activités menant à la conception de produits ou de processus nouveaux ou substantiellement améliorés. Les frais de développement sont capitalisés seulement si ces frais peuvent être évalués de façon fiable, le produit ou les procédures sont techniquement et commercialement possibles, les avantages économiques futurs sont probables, et la société a l'intention et a les ressources suffisantes pour compléter le développement et utiliser ou vendre l'actif. Les coûts capitalisés incluent le coût des matériaux, la main-d'oeuvre directe et les frais généraux de fabrication qui sont directement attribuables à la préparation de l'actif pour son usage prévu. Tout autre coût de développement est comptabilisé au résultat net à mesure qu'il est engagé.

Les frais de développement capitalisés sont mesurés au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les crédits d'impôt à la recherche et au développement sont comptabilisés à l'encontre des frais de développement différés lorsqu'ils sont liés à ces frais différés. Tous les autres crédits d'impôt sont comptabilisés en réduction des frais auxquels ils se rapportent.

(iii) Amortissement

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée de vie utile limitée sont mesurées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est calculé sur le coût d'un actif, ou tout autre montant substitué au coût, diminué de sa valeur résiduelle.

L'amortissement est comptabilisé au résultat net sur une base linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation des immobilisations incorporelles à compter de la date à laquelle ils deviennent disponibles pour usage, étant donné que ceci reflète le mieux le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs procurés par l'actif. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

· Listes de clients	5 à 10 ans
· Licences de distribution	5 ans
· Marques de commerce	5 ans
· Contrats de maintenance	5 à 10 ans
· Baux à prix de faveur	Durée des baux
· Carnet de commandes	Au terme de la livraison des commandes
· Logiciels	5 ans
· Frais de développement différés	3 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés à chaque fin d'année et ajustés au besoin.

G) Stocks

Les stocks sont mesurés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif, et comprend les coûts engagés pour acheter les matériaux, les coûts de production ou de conversion et les autres coûts engagés afin de les rendre disponibles dans la forme et à l'endroit approprié. En ce qui concerne le stock fabriqué et les travaux en cours, le coût inclut une portion appropriée des frais généraux de fabrication basée sur la capacité normale de production.

La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, moins le coût d'achèvement estimé et les frais de vente.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

H) Dépréciation

(i) Actifs financiers non dérivés

Les actifs financiers qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net sont passés en revue à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement s'est produit, après la comptabilisation initiale de l'actif, et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier, qui peuvent être estimés de façon fiable.

Une indication objective que les actifs financiers sont dépréciés peut inclure le défaut ou la défaillance d'un débiteur, la restructuration d'un montant dû à la société selon des termes qu'elle n'accepterait pas autrement, des indications qu'un débiteur déclarera faillite, ou la disparition d'un marché actif pour un placement.

Prêts et créances et actifs financiers détenus jusqu'à échéance

La société considère les évidences de dépréciation des créances et des placements détenus jusqu'à échéance tant sur une base individuelle que collective. Chaque créance ou placement significatif détenu jusqu'à échéance est évalué pour dépréciation sur une base individuelle. Les créances et les placements significatifs détenus jusqu'à échéance qui ne sont pas évalués comme étant dépréciés sur une base individuelle sont, par la suite, évalués sur une base collective afin de déceler une dépréciation qui n'aurait pas encore été identifiée. Les créances et les placements détenus jusqu'à échéance qui ne sont pas significatifs sur une base individuelle sont évalués pour dépréciation sur une base collective en regroupant ensemble les créances et les placements détenus jusqu'à échéance ayant des caractéristiques similaires.

En évaluant la dépréciation collective, la société se sert des tendances historiques pour évaluer la probabilité de défaut, le moment des recouvrements et le montant des pertes encourues, ajustés pour tenir compte du jugement de la direction à savoir si les conditions économiques actuelles risquent de créer des pertes plus ou moins élevées que ce que suggèrent les tendances historiques.

Une perte de valeur en regard d'un actif financier évalué au coût amorti est calculée comme étant la différence entre la valeur comptable et la valeur actuelle estimée des flux de trésorerie escomptés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Les pertes sont comptabilisées au résultat net et présentées dans un compte de provision à l'encontre de l'actif. L'intérêt sur l'actif déprécié continue à être comptabilisé par l'entremise du renversement de l'escompte. Lorsqu'un événement subséquent fait en sorte que la perte de valeur diminue, la diminution dans la dépréciation est renversée par le biais du résultat net.

(ii) Actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers de la société, autres que les stocks et les actifs d'impôts différés, est révisée à chaque date de clôture afin de déterminer s'il y a des indications de dépréciation. Si de telles indications existent, le montant recouvrable de l'actif est alors estimé. Pour le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie indéfinie ou qui ne sont pas encore disponibles pour usage, le montant recouvrable est estimé au même moment de chaque année, ou plus fréquemment s'il y a indication de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou UGT. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génèrent, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou UGT. Pour des fins de l'évaluation de la dépréciation du goodwill, le goodwill acquis par le biais d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT, ou au groupe de UGT, qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Chaque UGT ou groupe de UGT auquel le goodwill est ainsi affecté doit représenter le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne et ne doit pas être, avant affectation du goodwill, plus grand qu'un secteur opérationnel.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

H) Dépréciation (suite)

(ii) Actifs non financiers (suite)

Les actifs corporatifs de la société ne génèrent pas d'entrée de flux de trésorerie distinctes et sont utilisés par plus d'une UGT. Les actifs corporatifs sont affectés aux UGT sur une base raisonnable et constante et évalués pour dépréciation à même l'évaluation des UGT dont l'actif est affecté.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat net. Les pertes de valeur en relation à une UGT sont réparties en premier lieu afin de réduire la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT et, par la suite, afin de réduire la valeur comptable des autres actifs de l'UGT ou groupe d'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT.

Une perte de valeur à l'égard du goodwill n'est pas renversée. À l'égard des autres actifs, les pertes de valeur comptabilisées au cours de périodes antérieures sont évaluées à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après dépréciation ou amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

I) Avantages du personnel

(i) Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisation définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi selon lequel une entité verse des cotisations fixes à une entité indépendante et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de verser d'autres montants. Les obligations en vertu de régimes à cotisations définies sont comptabilisées comme charges sociales au résultat net dans la période où les services ont été rendus par les employés.

(ii) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur à la date d'attribution des droits des paiements fondés sur des actions attribués à des membres du personnel et aux directeurs est comptabilisée comme charge au titre des avantages du personnel, avec augmentation correspondante des capitaux propres, au cours de la période où les membres du personnel et les directeurs acquièrent les droits inconditionnels à des paiements fondés sur des actions. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service et les conditions de performance, autres que des conditions de marché, soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charges dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance, autres que des conditions de marché, à la date d'acquisition des droits.

J) Provisions

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont déterminées en escomptant les flux de trésorerie futurs estimés à l'aide d'un taux avant impôt qui reflètent les estimés actuels du marché de la valeur temps de l'argent et les risques qui sont spécifiques au passif. Le renversement de l'escompte est comptabilisé comme charge financière.

Une provision pour garantie est comptabilisée à mesure que les produits et services sont vendus. La provision est basée sur les données historiques liées aux garanties et la pondération des résultats possibles vis-à-vis leur probabilité respective.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

K) Ventes

(i) Biens vendus

Le produit provenant de la vente de biens dans le cours normal des affaires est mesuré à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, net des retours, des escomptes sur ventes et des rabais de volume. Les ventes sont reconnues lorsqu'il y a une preuve convaincante, habituellement sous la forme d'un contrat de vente signé, que les risques significatifs et les avantages inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur, que le recouvrement de la contrepartie est probable, que les coûts afférents et les retours de marchandise peuvent être raisonnablement estimés, que l'entité ne continue plus à être impliquée dans la gestion des biens, et que le montant des ventes peut être mesuré de façon fiable. S'il est probable que des escomptes soient accordés et que le montant peut être mesuré de façon fiable, l'escompte est alors comptabilisé en diminution des ventes à mesure que les ventes sont constatées. Étant donné que la quasi-totalité des produits sont fabriqués sur commande, il n'y a généralement aucun retour de marchandise possible.

(ii) Contrats d'installation et de maintenance

Les revenus provenant de contrats d'installation sont constatés selon le degré d'avancement des travaux sur la base des coûts d'installation engagés par rapport aux coûts prévus. Les revenus provenant des contrats de maintenance sont constatés sur une base linéaire selon l'avancement de la période du contrat. Les revenus non constatés sont comptabilisés comme produits reportés.

Lorsque plus d'un produit ou service est fourni à un client dans un même accord, la société répartit les revenus de chaque élément de l'accord en fonction de leurs prix de vente relatifs basés sur la meilleure estimation du prix de vente de la prestation. Chaque élément de l'accord est constaté tel que décrit ci-dessus.

L) Versements en vertu de contrats de location

Les versements en vertu de contrats de location-exploitation sont comptabilisés dans le résultat net sur une base linéaire sur le terme du bail. Les montants reçus comme incitatifs sont considérés comme faisant partie intégrante de la charge totale du bail, sur le terme du bail.

Les versements minimums exigibles en vertu de contrats de location-financement sont répartis entre les charges financières et la réduction de la dette afférente. Les charges financières sont affectées à chaque période durant le terme du bail de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde de la dette.

M) Produits financiers et charges financières

Les produits financiers comprennent les revenus d'intérêt sur les placements, les gains de juste valeur sur des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, et les gains sur la portion non efficace des instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le résultat net. Les revenus d'intérêt sont constatés à mesure qu'ils sont courus au résultat net, en utilisant la méthode de l'intérêt effectif.

Les charges financières comprennent les charges d'intérêt sur les emprunts, le renversement d'escomptes sur les provisions, les pertes de juste valeur sur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net, la dépréciation constatée sur les actifs financiers, et les pertes sur la portion non efficace des instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le résultat net. Les frais d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à une acquisition, à une construction ou à une fabrication d'un actif qualifié sont comptabilisés au résultat net en utilisant la méthode de l'intérêt effectif.

Les gains et les pertes sur taux de change sont présentés au net comme produits financiers ou charges financières selon la position nette de la variation.

N) Impôts

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

N) Impôts (suite)

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des années antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporelles suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le résultat net comptable, ni le bénéfice imposable, ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entreprises contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporelles qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill.

L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt dont on s'attend à appliquer aux différences temporelles lorsque celles-ci s'inverseront, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôt exigible, et si les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs d'impôt exigible et de réaliser les actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôts différés sont examinés à la date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

O) Résultat par action

Le résultat net de base par action est obtenu en divisant le résultat net attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat net dilué par action est obtenu en divisant le résultat net de base attribuable aux actions ordinaires par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires servant au calcul du résultat net de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises si toutes les options d'achat d'actions ordinaires potentiellement dilutives en circulation étaient converties selon la méthode du rachat d'actions.

P) Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante de la société qui est engagée dans des activités commerciales par lesquelles elle peut rapporter des ventes et engager des charges, incluant des ventes et des charges liées à des transactions avec d'autres composantes de la société. Tous les résultats des secteurs opérationnels sont révisés régulièrement par le chef de la direction de la société afin de permettre la prise de décisions quant à l'affectation des ressources au secteur et l'évaluation de sa performance, et pour lequel des informations financières distinctes sont disponibles.

Les résultats sectoriels qui sont présentés au chef de la direction incluent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent lui être affectés sur une base raisonnable. Les charges non affectées comprennent principalement les actifs corporatifs (principalement le siège social corporatif), les autres charges du siège social et les impôts.

La dépense en capital d'un secteur représente le coût total engagé durant la période pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

Q) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées

Plusieurs nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations, non encore adoptés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, n'ont pas été appliqués lors de la préparation de ces états financiers consolidés. Aucun de ceux-ci n'est prévu avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés de la société, à l'exception de IFRS 9 (2010) *Instruments financiers*, qui deviendra obligatoire pour les états financiers consolidés de 2015 de la société et pour lequel une incidence sur la classification et la mesure des actifs financiers est prévue. L'ampleur de l'incidence n'a pas encore été déterminée.

IFRS 9 - *Instruments financiers*

L'IFRS 9 (2009) remplace les directives de l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. La norme élimine les catégories existantes de l'IAS 39 que sont les placements détenus jusqu'à leur échéance, les actifs disponibles à la vente et les prêts et créances.

Les actifs financiers seront classés dans l'une des deux catégories suivantes au moment de la comptabilisation initiale :

- actifs financiers évalués au coût amorti;
- ou
- actifs financiers évalués à la juste valeur.

Les profits et pertes sur la réévaluation d'actifs financiers évalués à la juste valeur seront comptabilisés dans le résultat net, sauf dans le cas d'un placement dans un instrument de capitaux propres qui n'est pas détenu à des fins de transaction, l'IFRS 9 (2010) donne à l'entité la possibilité de faire le choix irrévocable, au moment de la comptabilisation initiale, de présenter dans les autres éléments du résultat global toutes les variations de la juste valeur d'un placement. Ce choix se fait individuellement, titre par titre. Les montants présentés dans les autres éléments du résultat global ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net.

L'IFRS 9 (2010) comporte des directives supplémentaires par rapport à celles de l'IFRS 9 (2009) sur le classement et l'évaluation des passifs financiers, et ces directives sont conformes à celles de l'IAS 39, sauf pour ce qui est décrit ci-après.

En vertu de l'IFRS 9 (2010), dans le cas de passifs financiers évalués à la juste valeur selon l'option de la méthode de la juste valeur, les variations de la juste valeur qui sont attribuables aux variations du risque de crédit seront présentées dans les autres éléments du résultat global, et le reste des variations sera comptabilisé dans le résultat net. Toutefois, si cette exigence a pour effet d'entraîner ou d'accroître une non-concordance comptable dans le résultat net, la totalité des variations de la juste valeur sera comptabilisée dans le résultat net. Les montants présentés dans les autres éléments du résultat global ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net.

L'IFRS 9 (2010) annule et remplace l'IFRS 9 (2009), s'applique aux exercices devant être ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, et son adoption anticipée est permise. La société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2010) dans ses états financiers des exercices devant être ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

IFRS 10 - *États financiers consolidés*

Les dispositions de l'IFRS 10 remplacent celles de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et de la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. L'IAS 27 (2008) devient l'IAS 27 (2011), *États financiers individuels*, qui reprendra simplement les exigences comptables actuelles s'appliquant aux états financiers individuels.

L'IFRS 10 fournit un modèle unique à appliquer dans le cadre d'une analyse de contrôle de toutes les entités détenues, y compris les entités qui sont actuellement des entités ad hoc entrant dans le champ d'application de la SIC-12. En outre, les procédures de consolidation sont reprises de l'IAS 27 (2008) de façon quasi intégrale.

La société envisage d'adopter l'IFRS 10 dans ses états financiers des exercices devant être ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 10 n'a pas encore été déterminée.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

Q) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées (suite)

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur

L'IFRS 13 fournit une source unique de directives sur l'évaluation à la juste valeur en remplaçant les directives sur l'évaluation à la juste valeur de diverses IFRS individuelles. Elle définit la juste valeur comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation, c'est-à-dire un prix de sortie. La norme établit également un cadre d'évaluation de la juste valeur et expose les obligations d'information en la matière qui permettront aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les méthodes et les données d'entrée utilisées pour effectuer les évaluations de la juste valeur et, dans le cas des évaluations de la juste valeur dans des situations susceptibles de se reproduire déterminées à l'aide de données d'entrée non observables importantes (niveau 3), l'effet de ces évaluations sur le résultat net ou sur les autres éléments du résultat global.

L'IFRS 13 explique « comment » évaluer la juste valeur lorsque d'autres IFRS l'exigent ou le permettent. L'IFRS 13 ne met pas en place de nouvelles exigences d'évaluation d'actifs ou de passifs à la juste valeur, ni n'élimine les exceptions d'ordre pratique d'évaluation à la juste valeur qui sont actuellement en vigueur aux termes de certaines normes.

La société envisage d'adopter l'IFRS 13 de façon prospective dans ses états financiers des exercices devant être ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 13 n'a pas encore été déterminée.

4 . Acquisitions d'entreprises

(i) Concord London

Le 1^{er} février 2010, la société a acquis 100 % du capital-actions en circulation de Concord London, détaillant spécialisé dans l'installation et l'entretien d'ascenseurs et de plates-formes élévatrices dans la province de l'Ontario. L'entente prévoyait le versement d'un montant initial de 1 500 000 \$ à la date d'acquisition, ainsi que quatre versements annuels de 600 000 \$ à la date d'anniversaire de l'acquisition. Ce billet à payer ne porte aucun intérêt et a été comptabilisé à sa juste valeur estimée, fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie y afférents, au taux de 6,5 %. La transaction comprenait l'émission potentielle de 1 million d'actions ordinaires un an suivant la signature de l'entente, advenant la réalisation de la condition qu'un droit potentiel de négociation syndicale soit invalidé. La juste valeur des actions à émettre a été basée sur le cours des actions de la société de 0,81 \$ en date du 1^{er} février 2010, escompté de 12,5 % pour refléter la période d'un an avant l'émission des actions, et a de plus été ajusté pour refléter la probabilité que la condition soit rencontrée, qui était estimée à 80 %. Les actions à émettre ont été comptabilisées au montant de 567 000 \$ sous la rubrique "capital-actions à émettre" et ont été émises en février 2011.

Les coûts liés à l'acquisition, qui incluaient des frais légaux et de vérification diligente au montant de 120 000 \$, ont été inclus dans les frais d'administration au premier trimestre de 2010. Un goodwill au montant de 2 638 000 \$ a été reconnu suite à cette acquisition.

Les créances et autres débiteurs comprennent des comptes clients au montant contractuel brut de 984 000 \$ et une provision pour mauvaises créances de 24 000 \$ pour un montant net de 960 000 \$. La totalité du montant net a été encaissée.

Des ventes et un résultat net au montant de 5 220 000 \$ (4 707 000 \$ en 2010) et 499 000 \$ (438 000 \$ en 2010), respectivement, sont inclus dans les états consolidés du résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

4 . Acquisitions d'entreprises (suite)

(ii) Concord Elevator (Alberta) Ltd. (« Concord Alberta »)

Le 19 juillet 2010, la filiale Savaria Lifts a acquis certains actifs et passifs de la compagnie Concord Alberta, détaillant spécialisé dans l'installation et l'entretien d'ascenseurs et de plates-formes élévatrices dans la province de l'Alberta. L'entente prévoyait le versement d'un montant initial de 240 000 \$ à la date d'acquisition ainsi qu'un versement de 100 000 \$ à la première date d'anniversaire de l'acquisition. Ce billet à payer ne porte aucun intérêt et a été comptabilisé à sa juste valeur estimée fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie y afférents au taux de 6,5 %. Les coûts liés à l'acquisition, qui incluaient des frais légaux et de vérification diligente, n'étaient pas significatifs. Un goodwill au montant de 291 000 \$ a été reconnu suite à cette acquisition.

Des ventes et une perte nette au montant de 1 110 000 \$ (497 000 \$ en 2010) et 24 000 \$ (31 000 \$ en 2010), respectivement, sont incluses dans les états consolidés du résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

(iii) Freedom

Le 2 août 2010, la société a acquis 100 % du capital-actions en circulation de Freedom, société spécialisée dans la conversion de mini-fourgonnettes pour les personnes à mobilité réduite. L'entente prévoyait le versement d'un montant initial de 2 560 000 \$ à la date d'acquisition ainsi qu'un versement de 500 000 \$ à la première date d'anniversaire de l'acquisition. Ce billet à payer ne porte aucun intérêt et a été comptabilisé à sa juste valeur estimée fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie afférents au taux de 6,5 %. Les coûts liés à l'acquisition qui incluaient des frais légaux et de vérification diligente au montant de 72 000 \$, ont été inclus dans les frais d'administration au troisième trimestre de 2010. Un goodwill au montant de 616 000 \$ a été reconnu suite à cette acquisition.

Les créances et autres débiteurs comprennent des comptes clients au montant contractuel brut de 748 000 \$ et une provision pour mauvaises créances de 19 000 \$ pour un montant net de 729 000 \$. La totalité du montant net a été encaissée.

(iv) Liberty

Le 2 août 2010, la société a acquis 100 % du capital-actions en circulation de Liberty, société spécialisée dans la conversion de mini-fourgonnettes pour les personnes à mobilité réduite. L'entente prévoyait l'émission de 100 000 actions ordinaires et le versement d'un montant initial de 250 000 \$ à la date d'acquisition ainsi que deux versements annuels de 125 000 \$ à la date d'anniversaire de l'acquisition. La juste valeur des actions émises a été basée sur le cours des actions de la société de 1,20 \$ en date du 31 août 2010. Le billet à payer lié à cette acquisition ne porte aucun intérêt et a été comptabilisé à sa juste valeur estimée fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie afférents au taux de 6,5 %. Les coûts liés à l'acquisition, qui incluaient des frais légaux et de vérification diligente au montant de 83 000 \$, ont été inclus dans les frais d'administration au troisième trimestre de 2010.

Étant donné que la valeur nette des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge excédait la contrepartie payée, un gain au montant de 398 000 \$ a été inclus dans les autres produits au troisième trimestre de 2010. Ce gain est le résultat de la reconnaissance d'actifs d'impôts différés liés à des pertes cumulées pour des années précédant l'acquisition.

Les créances et autres débiteurs comprennent des comptes clients au montant contractuel brut de 580 000 \$ et des taxes à la consommation recouvrables de 113 000 \$. La totalité du montant net a été encaissée.

Les opérations de Freedom et de Liberty ont été intégrées en une seule entité à compter du 1^{er} janvier 2011. Des ventes et une perte nette pour cette entité combinée au montant de 5 231 000 \$ (3 435 000 \$ en 2010) et 104 000 \$ (177 000 \$ en 2010), respectivement, sont incluses dans les états consolidés du résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple, et les résultats opérationnels ont été présentés dans les états financiers consolidés à compter des dates d'acquisition. Les répartitions de prix d'achat ci-après sont finales.

4 . Acquisitions d'entreprises (suite)

	Concord London	Concord Alberta	Freedom	Liberty	Total
Actifs acquis					
Trésorerie	727 \$	- \$	- \$	- \$	727 \$
Éléments d'actifs courants	1 497	30	2 016	2 022	5 565
Immobilisations corporelles	221	10	114	149	494
Immobilisations incorporelles	913	170	668	270	2 021
Actifs d'impôt différé	-	58	-	421	479
Goodwill	2 638	291	616	-	3 545
	5 996 \$	559 \$	3 414 \$	2 862 \$	12 831 \$
Passifs pris en charge					
Emprunts bancaires	- \$	- \$	22 \$	16 \$	38 \$
Éléments de passifs courants	1 533	205	244	1 897	3 879
Passifs d'impôt différé	328	-	139	-	467
Provision pour garantie	-	-	54	40	94
Billet à payer	-	-	-	110	110
Dette à long terme	36	4	-	-	40
	1 897 \$	209 \$	459 \$	2 063 \$	4 628 \$
Juste valeur nette des actifs acquis	4 099 \$	350 \$	2 955 \$	799 \$	8 203 \$
Moins : Trésorerie (découvert bancaire) des entreprises acquises	727	-	(22)	(16)	689
Autres produits (profit sur acquisition à des conditions avantageuses)	-	-	-	398	398
Capital-actions à émettre	567	-	-	-	567
Capital-actions émis	-	-	-	120	120
Partie courante des billets à payer	543	100	395	30	1 068
Partie non courante des billets à payer	1 492	-	-	-	1 492
Flux de trésorerie liés aux acquisitions	770 \$	250 \$	2 582 \$	267 \$	3 869 \$

Des 2 021 000 \$ d'immobilisations incorporelles acquises, 874 000 \$ ont été attribués à des listes de clients, 870 000 \$ à des contrats de maintenance, 260 000 \$ à des carnets de commandes et 17 000 \$ à un bail à prix de faveur.

Le goodwill de 3 545 000 \$ a été attribué aux secteurs Accessibilité et Véhicules adaptés pour des valeurs de 2 929 000 \$ et 616 000 \$ respectivement. De ce montant total, 150 000 \$ est prévu être déductible fiscalement. Le solde d'ouverture de 506 000 \$, associé au secteur Accessibilité, est additionné au montant de 3 545 000 \$ pour un goodwill total de 4 051 000 \$ au 31 décembre 2011.

5 . Créances et autres débiteurs

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Créances	9 026 \$	10 275 \$	8 398 \$
Moins: provision pour mauvaises créances	(628)	(653)	(1 481)
	8 398 \$	9 622 \$	6 917 \$
Taxes à la consommation à recevoir	605	658	513
Autres montants à recevoir	117	164	25
	9 120 \$	10 444 \$	7 455 \$

Les risques de crédit et de taux de change, et de perte de valeur liés aux créances et autres débiteurs auxquels la société est exposée sont divulgués à la note 23.

6 . Stocks

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Matières premières et sous-assemblages	11 745 \$	11 771 \$	10 393 \$
Produits en cours	427	413	658
Produits finis	2 199	2 352	1 549
	14 371 \$	14 536 \$	12 600 \$

En 2011, le montant des matières premières, des composantes de sous-assemblages et des variations dans les produits en cours et les produits finis constaté dans le coût des ventes a totalisé 43 339 000 \$ (43 988 000 \$ en 2010). En 2011, la dévaluation des stocks à la valeur de réalisation nette totalisait 513 000 \$ (37 000 \$ en 2010). Il n'y a eu aucun renversement de dévaluations en 2011 ou 2010. Les dévaluations et les renversements sont inclus dans le coût des ventes.

Aux 31 décembre 2011 et 2010, tous les stocks ci-dessus étaient donnés en garantie de passifs.

7 . Prêts à long terme

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt est de 203 000 \$ (200 000 \$ US). Le solde du prêt au 31 décembre 2011 est de 81 000 \$ (80 000 \$ US). Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en dix versements annuels égaux commençant en juin 2006.	81 \$	99 \$	126 \$
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt est de 305 000 \$ (300 000 \$ US) dont 76 000 \$ (75 000 \$ US) proviennent de la conversion de débiteurs. Le solde du prêt au 31 décembre 2011 est de 203 000 \$ (200 000 \$ US). Le prêt ne porte pas intérêt, si les objectifs de volume de vente sont atteints, et est remboursable en douze versements mensuels égaux de 5 000 \$ (5 000 \$ US) suivis de 36 versements mensuels égaux de 7 000 \$ (7 000 \$ US) commençant en juillet 2010.	203	269	-
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt qui est égal au solde au 31 décembre 2011 est de 331 000 \$ (325 000 \$ US) provenant de la conversion de débiteurs. Le prêt porte intérêt au taux de 5 % et est remboursable en dix-huit versements mensuels égaux de 19 000 \$ (19 000 \$ US) commençant en janvier 2012.	331	-	-
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située en Chine. Le montant initial du prêt qui est égal au solde au 31 décembre 2011 est de 23 000 \$ (140 000 RMB). Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en quatre versements annuels égaux commençant en janvier 2012.	23	-	-
Autres	37	46	6
	675 \$	414 \$	132 \$
Non courant	347 \$	324 \$	105 \$
Courant	328	90	27
	675 \$	414 \$	132 \$

8 . Immobilisations corporelles

	Machinerie et équipement	Mobilier et agencement	Matériel roulant	Matériel informatique	Améliorations locatives	Total
Coût						
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	6 823 \$	869 \$	371 \$	937 \$	1 467 \$	10 467 \$
Acquisitions par le biais de regroupements d'entreprises (note 4)	124	34	249	78	9	494
Acquisitions	171	22	95	41	92	421
Cessions	(3 611)	(488)	(147)	(596)	-	(4 842)
Incidence de la variation des taux de change	(2)	-	(1)	(1)	-	(4)
Solde au 31 décembre 2010	3 505 \$	437 \$	567 \$	459 \$	1 568 \$	6 536 \$
Amortissement						
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	6 071 \$	682 \$	177 \$	807 \$	1 164 \$	8 901 \$
Charge d'amortissement	159	49	86	72	141	507
Cessions	(3 626)	(494)	(109)	(573)	-	(4 802)
Solde au 31 décembre 2010	2 604 \$	237 \$	154 \$	306 \$	1 305 \$	4 606 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2011	2 604 \$	237 \$	154 \$	306 \$	1 305 \$	4 606 \$
Charge d'amortissement	257	34	132	60	205	688
Cessions	(38)	-	(83)	-	-	(121)
Incidence de la variation des taux de change	2	1	1	1	3	8
Solde au 31 décembre 2011	2 825 \$	272 \$	204 \$	367 \$	1 513 \$	5 181 \$
Valeur comptable						
Au 1 ^{er} janvier 2010	752 \$	187 \$	194 \$	130 \$	303 \$	1 566 \$
Au 31 décembre 2010	901 \$	200 \$	413 \$	153 \$	263 \$	1 930 \$
Au 31 décembre 2011	837 \$	169 \$	454 \$	112 \$	169 \$	1 741 \$

Au 31 décembre 2011, le mobilier et les agencements et le matériel informatique incluent des actifs loués en vertu de contrats de location-financement ayant une valeur nette de 88 000 \$ (103 000 \$ en 2010) et de 25 000 \$ (29 000 \$ en 2010) respectivement.

9 . Goodwill

	Note	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Solde au 1 ^{er} janvier		4 051 \$	506 \$	506 \$
Augmentation par le biais de regroupements d'entreprises	4	-	3 545	-
Solde au 31 décembre		4 051 \$	4 051 \$	506 \$

9 . Goodwill (suite)

Test de dépréciation pour UGT comprenant du goodwill

Pour fins de test de dépréciation, le goodwill est affecté aux divisions opérationnelles de la société qui représentent les secteurs opérationnels de la société.

Les sommes des valeurs comptables du goodwill affecté à chaque unité sont comme suit :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Accessibilité	3 435 \$	3 435 \$	506 \$
Véhicules adaptés	616	616	-
	4 051 \$	4 051 \$	506 \$

Les montants recouvrables de ces UGT sont basés sur leurs valeurs d'utilité. Ils ont été déterminés comme étant plus élevés que leurs valeurs comptables.

Les valeurs d'utilité sont déterminées en escomptant les flux de trésorerie futurs générés par l'utilisation continue des unités. À moins d'indication contraire, les valeurs d'utilité en 2011 ont été déterminées d'une manière similaire à 2010. Le calcul des valeurs d'utilité est basé sur les hypothèses clés suivantes :

- Les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans basés sur l'expérience passée et les résultats opérationnels réels, en utilisant un taux de croissance constant de 2 % en 2010 et en 2011, pour le secteur Accessibilité, et aucun pour le secteur Véhicules adaptés;
- La croissance annuelle anticipée des ventes incluse dans les projections de flux de trésorerie est basée sur le plan d'affaires;
- Un taux d'escompte haut et bas après impôt de 12,5 % et 11,3 % (même en 2010) est appliqué afin de déterminer le montant recouvrable de l'unité. Le taux d'escompte est estimé basé sur l'expérience passée, et la moyenne pondérée de l'industrie du coût des capitaux, qui est basé sur une fourchette possible de levier sur dette de 40 % à un taux d'intérêt du marché de 5 %;
- Les valeurs attribuées aux hypothèses clés représentent l'évaluation de la direction sur les tendances futures de l'industrie de l'accessibilité et sont basées sur des données externes autant qu'internes (données historiques).

10 . Immobilisations incorporelles

	Coût					Solde au 31 décembre
	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Augmentation par le développement interne	Augmentation par le biais de regroupements d'entreprises	Cessions	
2010						
Marques de commerce	300 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	300 \$
Listes de clients	947	-	-	874	-	1 821
Licences de distribution	-	322	-	-	-	322
Contrats de maintenance	-	-	-	870	-	870
Baux à prix de faveur	-	-	-	17	-	17
Carnet de commandes	-	-	-	260	-	260
Logiciels	778	49	-	-	(271)	556
Frais de développement différés	1 002	-	234	-	(202)	1 034
	3 027 \$	371 \$	234 \$	2 021 \$	(473) \$	5 180 \$

10 . Immobilisations incorporelles (suite)

	Coût					Solde au 31 décembre
	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Augmentation par le développement interne	Augmentation par le biais de regroupements d'entreprises	Cessions	
2011						
Marques de commerce	300 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	300 \$
Listes de clients	1 821	-	-	-	-	1 821
Licences de distribution	322	-	-	-	-	322
Contrats de maintenance	870	-	-	-	-	870
Baux à prix de faveur	17	-	-	-	-	17
Carnet de commandes	260	-	-	-	(260)	-
Logiciels	556	12	-	-	-	568
Frais de développement différés	1 034	-	383	-	(389)	1 028
	5 180 \$	12 \$	383 \$	- \$	(649) \$	4 926 \$
	Amortissement			Valeur comptable		
	Solde au 1 ^{er} janvier	Charge d'amortissement	Cessions	Solde au 31 décembre	1 ^{er} janvier	31 décembre
2010						
Marques de commerce	- \$	- \$	- \$	- \$	300 \$	300 \$
Listes de clients	402	167	-	569	545	1 252
Licences de distribution	-	38	-	38	-	284
Contrats de maintenance	-	71	-	71	-	799
Baux à prix de faveur	-	5	-	5	-	12
Carnet de commandes	-	260	-	260	-	-
Logiciels	681	32	(268)	445	97	111
Frais de développement différés	554	246	(202)	598	448	436
	1 637 \$	819 \$	(470) \$	1 986 \$	1 390 \$	3 194 \$
2011						
Marques de commerce	- \$	60 \$	- \$	60 \$	300 \$	240 \$
Listes de clients	569	269	-	838	1 252	983
Licences de distribution	38	64	-	102	284	220
Contrats de maintenance	71	87	-	158	799	712
Baux à prix de faveur	5	6	-	11	12	6
Carnet de commandes	260	-	(260)	-	-	-
Logiciels	445	41	-	486	111	82
Frais de développement différés	598	265	(389)	474	436	554
	1 986 \$	792 \$	(649) \$	2 129 \$	3 194 \$	2 797 \$

Amortissement

La charge d'amortissement est comptabilisée dans le coût des ventes, les frais d'administration, les frais de ventes et les frais d'ingénierie et de recherche et développement.

11 . Placements à long terme

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Billets restructurés (valeur nominale de 1 863 000 \$, 1 917 000 \$ au 31 décembre 2010, et de 2 185 000 \$ au 1 ^{er} janvier 2010)	1 282 \$	1 290 \$	1 310 \$
Option de règlement	181	209	348
Certificat de placement garanti (juste valeur de 4 100 000 \$ au 1 ^{er} janvier 2010)	-	-	4 100
	1 463 \$	1 499 \$	5 758 \$
Non courant	753 \$	704 \$	5 758 \$
Courant	710	795	-
	1 463 \$	1 499 \$	5 758 \$

Billets restructurés

La société détient des placements ayant une valeur nominale de 1 863 000 \$ (1 832 000 \$ US) qui sont investis dans des billets restructurés à la suite de la conversion du papier commercial adossé à des actifs. Ces placements ont fait l'objet d'une évaluation à la juste valeur en fin de période.

Évaluation

L'estimation de la juste valeur des billets restructurés a été calculée à l'aide d'information fournie par BlackRock Canada Ltée, l'administrateur des actifs, et d'autres informations auxquelles le public a accès.

À l'aide de cette information, la société a été en mesure de déterminer les caractéristiques clés pour chaque classe de billets restructurés reçue : la valeur nominale, la cote de crédit, le taux d'intérêt ainsi que les paiements d'intérêts projetés et la date d'échéance. Par la suite, la société a estimé le rendement qu'un investisseur potentiel exigerait pour chaque classe de billets (« Taux de rendement exigé ») en vue de calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs pour chacune des classes en utilisant le Taux de rendement exigé comme facteur d'escompte.

Durant l'exercice, la juste valeur des billets restructurés a été influencée par plusieurs facteurs, dont une diminution des risques perçus associés aux notes VAC 2 classe C, la volatilité dans le marché du crédit avec une amélioration dans la première moitié de l'année et une détérioration dans la deuxième moitié, une amélioration dans la valeur nette de certains actifs des billets à reflats, la volatilité de la valeur du dollar US par rapport au dollar canadien et le simple passage du temps. En fonction de cette analyse, la société estime la juste valeur de ces billets à un montant de 1 282 000 \$ (1 261 000 \$ US) au 31 décembre 2011. La société a constaté un gain de 92 000 \$ (90 000 \$ en 2010) au cours de l'année. À la suite de ce changement de valeur, le solde de la provision se situe à un montant de 581 000 \$ (627 000 \$ en 2010) (571 000 \$ US, 631 000 \$ en 2010).

À noter que ces billets font l'objet d'incertitude quant à leur valeur d'encaissement éventuelle. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des billets restructurés au cours des prochaines périodes. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction.

Au cours de l'exercice, la société a encaissé des montants totalisant 100 000 \$ (110 000 \$ en 2010) (101 000 \$ US, 104 000 \$ en 2010) relativement au remboursement de certains billets restructurés. Les montants encaissés ont servi au remboursement partiel des emprunts garantis par les billets restructurés. Au 31 décembre 2011, la valeur nominale des billets restructurés restants se détaille comme suit :

11 . Placements à long terme (suite)

Billets restructurés	en milliers de dollars US		Date prévue d'échéance
	Valeur nominale	Juste valeur estimée *	
Billets VAC 2			
A1 (coté A)	835 \$	733 \$	15 juillet 2056
C	26	7	15 juillet 2056
Billets reflète - actifs inadmissibles			
VAC 2 - classe 13	132	86	20 mars 2014
VAC 3 - classe 25	839	435	25 décembre 2036
Total des placements	1 832 \$	1 261 \$	

* La fourchette des justes valeurs estimées par la société varie entre 1 240 000 \$ US et 1 289 000 \$ US.

En 2009, la société a signé deux ententes de financement à long terme avec son institution financière afin d'assurer la disponibilité suffisante de liquidités pour respecter ses obligations financières en attendant la disposition des billets restructurés. Ces ententes ont été renouvelées pour une année supplémentaire durant le deuxième trimestre de 2011 et viennent maintenant à échéance en mars 2012 et mars 2013. Les emprunts sont renouvelables annuellement jusqu'à un maximum de quatre ans pour la première entente et trois ans pour la deuxième entente.

La société possède l'option de céder à la banque la propriété de ses billets reflète - actifs inadmissibles et de tout produit de ceux-ci en paiement de 75 % du principal de la dette afférente. Au 31 décembre 2011, la société a estimé la juste valeur de cette option à un montant de 181 000 \$ (177 000 \$ US) (209 000 \$ au 31 décembre 2010; 348 000 \$ au 1^{er} janvier 2010). La juste valeur estimée est basée sur le solde de la portion de l'emprunt concernée par cette option moins la juste valeur des billets restructurés en question.

La société possède aussi l'option de céder à la banque la propriété de ses billets VAC 2 et de tout produit de ceux-ci en paiement de 45 % du principal de la dette afférente. Au 31 décembre 2011, la société a estimé la juste valeur de cette option comme étant nulle. La juste valeur estimée est basée sur le solde de la portion de l'emprunt concernée par cette option moins la juste valeur des billets restructurés en question.

12 . Emprunts bancaires

La société a une marge de crédit de 2 000 000 \$ pour sa filiale Savaria Concord. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %. Une hypothèque mobilière de premier rang de 25 000 000 \$ sur l'universalité des stocks et des créances, présents et futurs, une garantie selon l'article 427 de la *Loi sur les banques* sur les inventaires ainsi qu'une garantie de premier rang sur 2 000 000 \$ du solde en banque du compte en dollars US ont été données en garantie. De plus, des cautionnements de 2 000 000 \$ chacun des filiales Freedom et Liberty sont donnés en garantie. Au 31 décembre 2011, le solde de la marge de crédit s'élève à 75 000 \$ (1 650 000 \$ au 31 décembre 2010).

Le 13 mai 2011, la société a signé une entente avec son institution financière pour une marge de crédit au montant de 500 000 \$ pour sa filiale Van-Action. Le montant tiré sur la marge ne peut dépasser le total de 90 % des créances canadiennes qui bénéficient d'une subvention, 80 % de toutes les autres créances et 50 % des stocks de matières premières et de produits finis. Une hypothèque mobilière de Van-Action au montant de 2 000 000 \$ sur l'ensemble de ses biens et une garantie selon l'article 427 de la *Loi sur les banques* sur les inventaires sont données en garantie. La marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %. La marge de crédit au montant de 1 500 000 \$, que Van-Action avait précédemment, a été annulée. Au 31 décembre 2011, la marge de crédit était inutilisée (340 000 \$ au 31 décembre 2010).

13 . Fournisseurs et autres créditeurs

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Fournisseurs et charges à payer	5 169 \$	5 538 \$	5 575 \$
Salaires et déductions à la source	530	559	294
Vacances courues	402	418	380
Taxes à la consommation à payer	22	32	-
	6 123 \$	6 547 \$	6 249 \$

Les risques de taux de change et de liquidités liés aux fournisseurs et autres créditeurs auxquels la société est exposée sont divulgués à la note 23.

14 . Dette à long terme

Cette note fournit de l'information sur les termes contractuels de la dette à long terme de la société, qui est mesurée au coût amorti. Pour de plus amples information sur les risques de taux d'intérêt, de change et de liquidité, veuillez vous référer à la note 23.

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Passifs courants			
Partie courante de la dette à long terme	4 848 \$	4 210 \$	1 827 \$
Partie courante des obligations en vertu de contrats de location	29	26	18
	4 877 \$	4 236 \$	1 845 \$
Passifs non courants			
Dette à long terme	7 915 \$	9 058 \$	8 756 \$
Obligations en vertu de contrats de location	69	98	96
	7 984 \$	9 156 \$	8 852 \$

A) Sommaire des ententes d'emprunts

	Valeur comptable		
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Emprunt d'un montant nominal initial de 6 000 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 5 604 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 1 % avec un taux d'intérêt effectif égal au taux préférentiel majoré de 1,5 %. Une hypothèque mobilière au montant de 6 600 000 \$ sur l'ensemble des biens de la société et de ses filiales Savaria Concord et Van-Action, a été donnée en garantie. Remboursable par versements mensuels de 91 000 \$ plus intérêts, venant à échéance en mai 2014.	2 559 \$	3 571 \$	4 556 \$
Emprunt d'un montant initial de 4 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %. Une hypothèque mobilière au montant de 4 000 000 \$ sur l'ensemble des biens de la société et de sa filiale Savaria Concord, a été donnée en garantie. Remboursable par versements mensuels de 67 000 \$ plus intérêts, venant à échéance en septembre 2014. Selon les conditions de cette dette, un minimum de 50 % du solde de l'emprunt doit être maintenu en encaisse en tout temps, libre de tout lien. Le montant réservé, dont le solde au 31 décembre 2011 est de 1 100 000 \$, est réparti entre les actifs courants et non courants selon le même taux de répartition que la dette, soit 400 000 \$ courant et 700 000 \$ non courant.	2 200	3 000	3 800
Emprunt d'un montant initial de 2 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %. Une hypothèque mobilière au montant de 10 500 000 \$ sur l'ensemble des biens de la société ainsi qu'un cautionnement au montant de 2 000 000 \$ chacun sur l'ensemble des biens des filiales Savaria Concord, Freedom et Liberty ont été donnés en garantie. Remboursable par versements mensuels de 33 000 \$ plus intérêts, venant à échéance en septembre 2015.	1 500	1 900	-

14 . Dette à long terme (suite)

	Valeur comptable		
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
<p>Emprunt d'un montant initial de 1 472 000 \$ US dont le solde est de 971 000 \$ US au 31 décembre 2011, portant intérêt au taux de base américain moins 1 %. Seuls les intérêts sont remboursables mensuellement et l'emprunt est garanti en partie par les billets restructurés ayant une valeur comptable de 753 000 \$. Lors de dispositions partielles ou complètes des billets restructurés liés à cet emprunt, le montant reçu en contrepartie servira à réduire le montant de l'emprunt. L'emprunt vient à échéance en mars 2013 et est renouvelable, au gré de la banque, pour des périodes de un an jusqu'à un maximum de quatre périodes de renouvellement. La société possède l'option de céder à la banque la propriété de ses billets reflète - actifs inadmissibles et de tout produit de ceux-ci en paiement de 75 % du principal de cet emprunt (note 11).</p>	987 \$	1 061 \$	1 226 \$
<p>Emprunt d'un montant initial de 1 514 000 \$ US dont le solde est de 912 000 \$ US au 31 décembre 2011, portant intérêt au taux de base américain moins 1 %. Seuls les intérêts sont remboursables mensuellement et l'emprunt est garanti en partie par les billets restructurés ayant une valeur comptable de 529 000 \$. Lors de dispositions partielles ou complètes des billets restructurés liés à cet emprunt, le montant reçu en contrepartie servira à réduire le montant de l'emprunt. L'emprunt vient à échéance en mars 2012 et est renouvelable, au gré de la banque, pour des périodes de un an jusqu'à un maximum de cinq périodes de renouvellement. La société possède l'option de céder à la banque la propriété de ses billets VAC 2 et de tout produit de ceux-ci en paiement de 45 % du principal de cet emprunt (note 11).</p>	928	907	959
<p>Emprunt d'un montant initial de 500 000 \$. Cet emprunt se divise en deux tranches de 250 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,25 %. Remboursable par versements mensuels de 10 000 \$ plus intérêts, venant à échéance en avril 2010. Une hypothèque mobilière de Van-Action pour un montant de 3 000 000 \$ sur certains biens de la filiale, une garantie selon l'article 427 de la <i>Loi sur les banques</i> sur les inventaires ainsi qu'un cautionnement de la société mère pour un montant de 250 000 \$ ont été donnés en garantie.</p>	-	-	42
<p>Emprunt d'un montant initial de 2 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %. Un cautionnement au montant de 2 500 000 \$ par chacune des filiales Savaria Concord, Van-Action et Freedom a été donné en garantie. Remboursable par versements mensuels de 42 000 \$ plus intérêts pour les premiers 24 mois et de 125 000 \$ plus intérêts pour les derniers 12 mois, venant à échéance en mai 2014.</p>	2 208	-	-
<p>Emprunts au montant total de 223 000 \$, à des taux d'intérêt entre 0 % et 8,6 %. Remboursables par versements mensuels égaux de 5 000 \$ jusqu'à juillet 2012, de 4 000 \$ pour les mois d'août et septembre 2012, de 3 000 \$ entre les mois d'octobre 2012 et avril 2015 et de 2 000 \$ pour les mois entre mai 2015 et février 2016, incluant capital et intérêts, venant à échéance entre juillet 2012 et février 2016.</p>	150	60	-
<p>Billet à payer relatif à une acquisition d'entreprise d'un montant nominal de 2 378 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 2 035 000 \$, ne portant pas intérêt, avec un taux d'intérêt effectif de 6,5 %. Remboursable par un premier versement en février 2011 de 578 000 \$, suivi de 3 versements annuels de 600 000 \$, venant à échéance en février 2014.</p>	1 690	2 162	-
<p>Billet à payer relatif à une acquisition d'entreprise d'un montant nominal de 421 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 395 000 \$, ne portant pas intérêt, avec un taux d'intérêt effectif de 6,5 %. Remboursable en un versement en août 2011 (note 28).</p>	421	406	-

14 . Dette à long terme (suite)

	Valeur comptable		
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Billet à payer relatif à une acquisition d'entreprise d'un montant nominal de 206 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 187 000 \$, ne portant pas intérêt, avec un taux d'intérêt effectif de 6,5 %. Remboursable par un premier versement en août 2011 de 82 000 \$, suivi par un deuxième versement en août 2012 de 124 000 \$.	120 \$	192 \$	- \$
Billet à payer relatif à une acquisition d'entreprise d'un montant de 9 000 \$, ne portant pas intérêt. Remboursable en un versement en juillet 2011.	-	9	-
Emprunts en vertu de contrats de location-financement pour un montant initial total de 120 000 \$, portant intérêt au taux de 12,8 %. Remboursables par versements trimestriels égaux de 7 000 \$ jusqu'en mars 2015, suivis d'un versement de 10 000 \$ en juin 2015 et de 5 000 \$ en septembre 2015, capital et intérêts, venant à échéance en juin et septembre 2015. Aux termes des contrats, la société a l'option d'acquiescer le matériel à la juste valeur marchande.	79	96	114
Emprunts en vertu de contrats de location-financement pour un montant initial total de 29 000 \$, ne portant pas intérêt. Remboursables par versements mensuels égaux de 1 000 \$ jusqu'en décembre 2013. Les termes du contrat incluent un droit d'acquiescer le matériel à un prix de faveur de un dollar.	19	28	-
	12 861 \$	13 392 \$	10 697 \$

Les obligations en vertu de contrats de location-financement se détaillent comme suit :

	31 décembre 2011			31 décembre 2010		
	Versements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des versements minimum	Versements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des versements minimum
Moins d'un an	38 \$	9 \$	29 \$	38 \$	12 \$	26 \$
Entre un et cinq ans	80	11	69	118	20	98
	118 \$	20 \$	98 \$	156 \$	32 \$	124 \$

	1 ^{er} janvier 2010		
	Versements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des versements minimum
Moins d'un an	32 \$	14 \$	18 \$
Entre un et cinq ans	113	31	82
Plus de cinq ans	15	1	14
	160 \$	46 \$	114 \$

15 . Provision pour garantie

	Note	Garantie
Solde au 1 ^{er} janvier 2010		658 \$
Augmentation par le biais de regroupements d'entreprises	4	191
Provisions effectuées dans l'année		405
Provisions utilisées dans l'année		(473)
Solde au 31 décembre 2010		781 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2011		781 \$
Provisions effectuées dans l'année		504
Provisions utilisées dans l'année		(530)
Solde au 31 décembre 2011		755 \$

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Non courant	417 \$	425 \$	394 \$
Courant	338	356	264
	755 \$	781 \$	658 \$

Dans le cours normal de ses activités, la société prend en charge certaines composantes en remplacement de composantes défectueuses en vertu des garanties offertes sur les produits qu'elle vend. Les garanties ont une durée de trois (3) mois, douze (12) mois ou trente-six (36) mois selon le produit. La provision est basée sur des estimés fondés sur son expérience antérieure pour des produits et services similaires. Il est donc possible que les conditions changent et que cela nécessite un changement important dans les montants comptabilisés.

16 . Capital et autres éléments des capitaux propres

A) Capital-actions

	Note	Actions ordinaires	
		2011	2010
Émises au 1 ^{er} janvier		22 017 564	22 158 219
Actions annulées suite à une offre publique de rachat		(269 200)	(290 655)
Actions émises dans le cadre de regroupements d'entreprises	4	1 000 000	100 000
Options d'achat d'actions exercées		132 500	50 000
Émises au 31 décembre		22 880 864	22 017 564

Actions autorisées

Nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote, participatives et sans valeur nominale
 Nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries
 Nombre illimité d'actions privilégiées de deuxième rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

En février 2011, selon les termes de l'entente d'acquisition de Concord London, la société a émis 1 million d'actions ordinaires au coût de 0,567 \$ par action (note 4).

Durant 2011, la société a racheté 269 200 actions ordinaires (290 655 en 2010) à un prix moyen de 1,55 \$ (1,17 \$ en 2010) par action sous forme d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. L'excédent du prix payé sur la valeur aux livres des actions rachetées a été imputé aux résultats non distribués.

B) Cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments du résultat global comprend les éléments suivants :

Le compte cumulatif de conversion

Le compte cumulatif de conversion comprend toutes les variations de change provenant de la conversion des états financiers d'un établissement étranger.

16 . Capital et autres éléments des capitaux propres (suite)

Gains/pertes latent(e)s sur la couverture de flux de trésorerie

La provision de couverture comprend la partie efficace cumulative de la variation nette de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie liés à des transactions de couverture non échues encore.

C) Dividendes

Les dividendes suivants ont été déclarés et payés par la société :

Pour l'exercice clos le 31 décembre

	2011	2010
10,2 cents par action ordinaire qualifiée (8,4 cents en 2010)	2 368 \$	1 869 \$

17 . Avantages du personnel

	2011	2010
Gages et salaires	18 506 \$	17 720 \$
Avantages aux employés	2 535	2 158
Cotisations aux régimes à cotisations définies	91	97
Rémunération à base d'actions	104	154
	21 236 \$	20 129 \$

18 . Produits financiers et charges financières

	Note	2011	2010
Revenus d'intérêts		32 \$	52 \$
Gain net de change		137	-
Variation de la juste valeur des billets restructurés et de l'option de règlement	11	64	-
Produits financiers		233 \$	52 \$
Intérêts sur la dette à long terme		569 \$	532 \$
Dépense d'intérêts et frais de banque		181	149
Perte nette de change		-	256
Variation de la juste valeur des billets restructurés et de l'option de règlement	11	-	49
Charges financières		750 \$	986 \$

19 . Impôts

	2011	2010
Charge d'impôt courante		
Année courante	666 \$	340 \$
	666 \$	340 \$
Charge d'impôt différé		
Création et renversement des écarts temporaires	206 \$	552 \$
Réduction dans les taux d'impôt	5	-
	211 \$	552 \$
Charge totale d'impôt	877 \$	892 \$

19 . Impôts (suite)

Impôt comptabilisé dans les autres éléments du résultat global

	2011			2010		
	Avant impôt	Avantage (charge) d'impôt	Net d'impôt	Avant impôt	Avantage (charge) d'impôt	Net d'impôt
Variation de la juste valeur des contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie	182 \$	(47) \$	135 \$	2 253 \$	(626) \$	1 627 \$
Gains sur contrats de change portés au résultat net au cours de l'année	(2 237)	599	(1 638)	(2 176)	633	(1 543)
Gains nets latents sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	87	-	87	(15)	-	(15)
	(1 968) \$	552 \$	(1 416) \$	62 \$	7 \$	69 \$

Rapprochement du taux d'impôt effectif

	2011		2010	
	Taux	Montant	Taux	Montant
Résultat net		2 001 \$		2 568 \$
Charge d'impôt totale		877		892
Résultat avant impôt		2 878 \$		3 460 \$
Impôt en utilisant le taux d'impôt domestique de la société	26,8 %	771 \$	29,1 %	1 007 \$
Changement des estimés comptables	3,5 %	101	-	-
Renversement d'un avantage fiscal sur des pertes en capital non comptabilisé sur une dévaluation de placements	(0,4) %	(13)	(1,6) %	(55)
Incidence de différences de taux d'impôt avec d'autres juridictions	(1,0) %	(28)	(2,7) %	(95)
Autres dépenses non déductibles	1,0 %	28	1,4 %	47
Rémunération à base d'actions non déductible	1,0 %	29	1,2 %	42
Incidence des changements dans les taux d'impôt	0,2 %	5	-	-
Incidence d'un gain sur acquisition à conditions avantageuses non imposable et de frais d'acquisition non déductibles en relation à des regroupements d'entreprises	-	-	(1,1) %	(38)
Autres	(0,6) %	(16)	(0,5) %	(16)
	30,5 %	877 \$	25,8 %	892 \$

Rapprochement de la variation du taux d'impôt applicable

	2011	2010
Taux applicable pour l'année précédente	29,1 %	31,0 %
Variation dans le taux applicable fédéral	(1,5) %	(1,0) %
Variation dans le taux applicable de l'Ontario	(0,8) %	(0,9) %
Taux applicable pour l'année courante	26,8 %	29,1 %

19 . Impôts (suite)

Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Un actif d'impôt différé n'a pas été reconnu pour l'item suivant :

	2011	2010
Pertes opérationnelles reportées	977 \$	947 \$

Les pertes fiscales viennent à échéance à diverses dates entre 2014 et 2031.

Un actif d'impôt différé n'a pas été reconnu en relation à cet item étant donné qu'il est peu probable que des profits imposables futurs seront disponibles pour être appliqués à l'encontre des pertes, permettant à la société de bénéficier de cet actif.

Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés

Les actifs et passifs d'impôt différé sont attribuables comme suit :

	Actifs		Passifs		Nets	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Pertes reportées	1 056 \$	1 069 \$	- \$	- \$	1 056 \$	1 069 \$
Frais de développement différés	247	268	(54)	(138)	193	130
Provisions non déductibles (incluant la garantie et les stocks)	437	395	-	(31)	437	364
Immobilisations corporelles	77	62	(14)	(32)	63	30
Crédits d'impôt à l'investissement	-	-	(241)	(227)	(241)	(227)
Immobilisations incorporelles	94	100	(421)	(564)	(327)	(464)
Autres	188	194	(158)	(226)	30	(32)
Actifs d'impôt (passifs)	2 099 \$	2 088 \$	(888) \$	(1 218) \$	1 211 \$	870 \$
Compensation d'impôt	(746)	(832)	746	832	-	-
Actifs d'impôt net (passifs)	1 353 \$	1 256 \$	(142) \$	(386) \$	1 211 \$	870 \$

La société et certaines de ses filiales qui ont comptabilisé des actifs d'impôt différé au montant de 1 005 000 \$ ont encouru des pertes dans l'année courante. La société prévoit pouvoir récupérer les actifs d'impôt différé en question.

Variation des écarts temporaires durant l'année

	Solde au 1 ^{er} janvier 2010	Comptabilisé à même le résultat net	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Acquisitions par le biais de regroupements d'entreprises (note 4)	Solde au 31 décembre 2010
Pertes reportées	879 \$	(292) \$	- \$	482 \$	1 069 \$
Frais de développement différés	375	(245)	-	-	130
Provisions non déductibles (incluant la garantie et les stocks)	687	(389)	-	66	364
Immobilisations corporelles	100	(76)	-	6	30
Crédits d'impôt à l'investissement	(219)	(8)	-	-	(227)
Immobilisations incorporelles	(45)	62	-	(481)	(464)
Autres	(374)	396	7	(61)	(32)
	1 403 \$	(552) \$	7 \$	12 \$	870 \$

19 . Impôts (suite)

	Solde au 31 décembre 2010	Comptabilisé à même le résultat net	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Acquisitions par le biais de regroupements d'entreprises	Solde au 31 décembre 2011
Pertes reportées	1 069 \$	(13) \$	- \$	- \$	1 056 \$
Frais de développement différés	130	63	-	-	193
Provisions non déductibles (incluant la garantie et les stocks)	364	73	-	-	437
Immobilisations corporelles	30	33	-	-	63
Crédits d'impôt à l'investissement	(227)	(14)	-	-	(241)
Immobilisations incorporelles	(464)	137	-	-	(327)
Autres	(32)	(490)	552	-	30
	870 \$	(211) \$	552 \$	- \$	1 211 \$

20 . Résultat par action

A) Résultat par action de base

Le calcul du résultat net par action de base au 31 décembre 2011 est basé sur un résultat net de 2 001 000 \$ (2 568 000 \$ en 2010), et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 22 875 048 (22 096 582 en 2010), est calculé comme suit :

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires

	2011	2010
Actions ordinaires émises au 1 ^{er} janvier	22 017 564	22 158 219
Effet de l'annulation d'actions suite à une offre publique de rachat	(158 558)	(108 471)
Effet des options d'achat d'actions exercées	99 375	4 167
Effet des actions émises dans le cadre de regroupements d'entreprises	916 667	41 667
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 31 décembre	22 875 048	22 095 582

B) Résultat par action dilué

Le calcul du résultat net par action dilué au 31 décembre 2011 est basé sur un résultat net de 2 001 000 \$ (2 568 000 \$ en 2010), et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après ajustement pour les effets potentiellement dilutifs de toutes les actions ordinaires, de 23 245 505 (22 313 622 en 2010) est calculé comme suit :

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)

	2011	2010
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (de base)	22 875 048	22 095 582
Effet des titres potentiellement dilutifs	370 457	218 040
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué) au 31 décembre	23 245 505	22 313 622

Au 31 décembre 2011, 225 000 options (538 000 en 2010) ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré d'actions dilué en raison de leur effet antidilutif.

La valeur moyenne du marché des actions de la société pour fins du calcul de l'effet dilutif des options d'achat d'actions est basée sur des prix cotés sur le marché pour la période durant laquelle les options étaient en circulation.

21 . Flux de trésorerie

A) Variation nette des éléments hors caisse liés aux opérations

	2011	2010
Créances et autres débiteurs	995 \$	(700) \$
Créances de crédits d'impôt	128	(253)
Stocks	165	667
Charges payées d'avance	307	54
Fournisseurs et autres créditeurs	(424)	(2 311)
Produits différés	(113)	560
Provision pour garantie	(26)	(68)
	1 032 \$	(2 051) \$

B) Transactions non monétaires

En 2011, il y a eu une transaction non monétaire liée à la conversion d'une créance à recevoir en prêt à long terme au montant de 329 000 \$ ainsi qu'un montant de créance de crédits d'impôt qui a été appliqué contre des passifs d'impôts courants au montant de 277 000 \$ (215 000 \$ en 2010). De plus, en 2010, il y a eu des transactions non monétaires liées à la comptabilisation de contrats de location-financement dans les immobilisations corporelles et la dette à long terme au montant de 29 000 \$.

22 . Paiements fondés sur des actions

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des salariés et administrateurs de la société, le conseil d'administration peut, à son gré, mais sans dépasser 1 793 000 actions, leur attribuer des options leur permettant d'acquérir des actions de la société à un prix d'exercice établi par le conseil. Le prix d'exercice est le cours de clôture de l'action de la journée précédant l'attribution des options. Les droits d'exercice deviennent généralement acquis sur une période variant entre un an et cinq ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être levées dans un délai maximal de six ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Les options exercées sont réglées en actions. La valeur de chaque option est estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes avec les hypothèses ci-dessous :

2011					
Nombre d'options attribuées	Taux d'intérêt sans risque	Rendement en dividendes de l'action	Volatilité prévue	Durée prévue	
50 000	2,38 %	10 %	55 %	5 années	
81 250	2,44 %	10 %	66 %	3 années	
Total	131 250	2,42 %⁽¹⁾	10 %⁽¹⁾	62 % (1)	3 à 5 années

2010					
Nombre d'options attribuées	Taux d'intérêt sans risque	Rendement en dividendes de l'action	Volatilité prévue	Durée prévue	
75 000	2,60 %	9,93 %	63 %	3 années	
50 000	2,60 %	9,93 %	53 %	6 années	
60 000	2,23 %	9,93 %	53 %	3 années	
200 000	2,11 %	9,93 %	53 %	5 années	
12 500	1,94 %	9,93 %	65 %	3 années	
Total	397 500	2,28 %⁽¹⁾	9,93 %⁽¹⁾	55 %⁽¹⁾	3 à 6 années

(1) Moyenne pondérée

La juste valeur estimative des options attribuées en 2011 s'élève à 49 000 \$ (104 000 \$ en 2010). Cette valeur est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition des droits d'exercice en question.

Le coût de rémunération total de 104 000 \$ (154 000 \$ en 2010) pour les attributions d'options d'achat d'actions au profit des salariés et des administrateurs a été comptabilisé dans les frais d'administration et a été porté au crédit du surplus d'apport.

22 . Paiements fondés sur des actions (suite)

	2011		2010	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début de l'année	1 701 250	\$ 1,15	1 519 750	\$ 1,19
Attribuées	131 250	1,62	397 500	1,17
Exercées	(132 500)	1,24	(50 000)	0,85
Échues	(75 000)	1,70	(146 000)	1,98
Renoncées	(200 000)	0,95	(20 000)	2,00
En circulation à la fin de l'année	1 425 000	\$ 1,14	1 701 250	\$ 1,15
Pouvant être exercées à la fin de l'année	868 957	\$ 1,20	711 250	\$ 1,28

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les options d'achat d'actions en cours aux 31 décembre :

Prix d'exercice	2011			Prix d'exercice	2010		
	Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées		Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées
	Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante			Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante	
0,64 \$	50 000	0,2	50 000	0,64 \$	50 000	1,2	50 000
0,81	18 750	0,2	18 750	0,81	18 750	1,2	18 750
0,90	50 000	3,4	-	0,90	50 000	4,4	-
0,95	525 000	2,5	179 166	0,95	550 000	3,5	25 000
1,07	60 000	2,5	20 000	1,06	50 000	0,2	50 000
1,10	52 500	1,1	37 500	1,07	60 000	3,5	-
1,17	125 000	1,6	91 666	1,10	60 000	2,1	30 000
1,25	200 000	0,1	200 000	1,17	125 000	2,6	56 250
1,30	12 500	1,2	12 500	1,19	200 000	4,6	-
1,35	100 000	0,9	100 000	1,25	200 000	1,1	200 000
1,41	6 250	2,2	3 125	1,30	12 500	2,2	6 250
1,59	150 000	1,8	100 000	1,35	100 000	1,9	75 000
1,65	75 000	2,2	56 250	1,59	100 000	1,6	75 000
-	-	-	-	1,60	50 000	0,2	50 000
-	-	-	-	1,65	50 000	0,7	50 000
-	-	-	-	1,80	25 000	0,5	25 000
0,64 \$ à 1,65 \$	1 425 000	1,7	868 957	0,64 \$ à 1,80 \$	1 701 250	2,5	711 250

23 . Instruments financiers

A) Gestion des risques financiers

Aperçu

La société est exposée aux risques suivants de par son utilisation d'instruments financiers :

- risque de crédit
- risque de liquidité
- risque du marché

Cette note présente de l'information sur chacun des risques ci-dessus auxquels la société est exposée, et la gestion du capital de la société.

Cadre de la gestion du risque

Le conseil d'administration a la responsabilité globale pour l'établissement et la surveillance du cadre de la gestion du risque de la société.

23 . Instruments financiers (suite)

A) Gestion des risques financiers (suite)

Les politiques de gestion du risque de la société sont établies afin d'identifier et d'analyser les risques auxquels la société fait face, d'établir des limites de risque et des contrôles appropriés, et de surveiller les risques et le respect des limites. Les politiques et systèmes de gestion du risque sont révisés régulièrement afin d'y refléter les changements dans les conditions du marché et dans les activités de la société.

Le comité de vérification de la société contrôle la manière dont la direction surveille le respect des politiques et procédures de gestion du risque, et s'assure que le cadre de gestion du risque est adéquat en relation avec les risques auxquels la société fait face.

B) Risque de crédit

La trésorerie, la trésorerie réservée, les contrats de change à terme, le certificat de placement garanti et l'option de règlement sont détenus ou émis par des institutions financières dont la cote de crédit est de qualité supérieure. Ainsi, la société considère que le risque de non-performance de ces instruments est négligeable. Les placements dans des billets restructurés font l'objet d'incertitude quant à leur valeur d'encaissement éventuelle (note 11).

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Les créances et les prêts à long terme sont portés au bilan, déduction faite de la provision pour mauvaises créances. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les comptes clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour mauvaises créances.

La société détient des garanties sur des actifs personnels comme caution sur les prêts à long terme.

Risque de crédit auquel la société est exposée

La valeur comptable des actifs financiers représente le risque de crédit maximal. Le risque de crédit maximal à la date de clôture était de :

	Valeur comptable		
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Trésorerie	3 931 \$	6 041 \$	4 823 \$
Trésorerie réservée	1 100	1 500	1 900
Créances et autres débiteurs	8 515	9 786	6 942
Contrats de change à terme	127	105	555
Prêts à long terme	675	414	132
Placements à long terme dans des billets restructurés	1 282	1 290	1 310
Option de règlement	181	209	348
Certificat de placement garanti	-	-	4 100
	15 811 \$	19 345 \$	20 110 \$

Le risque de crédit maximal pour les prêts et les créances, avant la provision pour mauvaises créances, à la date de clôture par secteur géographique était de :

	Valeur comptable		
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Domestique	4 616 \$	5 505 \$	3 452 \$
États-Unis	3 825	4 228	4 618
Autres régions	585	542	328
	9 026 \$	10 275 \$	8 398 \$

23 . Instruments financiers (suite)

Perte de valeur

L'âge des créances à la date de clôture était :

	31 décembre		31 décembre		1 ^{er} janvier	
	2011	2011	2010	2010	2010	2010
	Brut	Provision	Brut	Provision	Brut	Provision
Courant, 0-60 jours	6 087 \$	- \$	6 596 \$	- \$	5 014 \$	39 \$
Passé dû, 60-90 jours	1 211	50	1 592	75	988	73
Passé dû, plus de 90 jours	1 728	578	2 087	578	2 396	1 369
	9 026 \$	628 \$	10 275 \$	653 \$	8 398 \$	1 481 \$

La provision pour mauvaises créances a évolué comme suit durant l'exercice :

	2011	2010
Solde au 1 ^{er} janvier	653 \$	1 481 \$
Augmentation de la provision pour mauvaises créances par le biais de regroupements d'entreprises	-	39
Augmentation de la provision pour mauvaises créances	141	28
Radiation de montants à recevoir :		
Secteur accessibilité	(163)	(869)
Secteur véhicules adaptés	(3)	(26)
Solde au 31 décembre	628 \$	653 \$

Le compte de provision pour mauvaises créances est utilisé afin de comptabiliser la perte de valeur des créances à moins que la société détermine qu'il sera impossible de recouvrer la somme due; auquel cas, la perte est considérée comme étant non recouvrable et elle est radiée directement à l'encontre de l'actif.

C) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau de liquidités de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements. Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs.

Au 31 décembre 2011, la société disposait d'un fonds de roulement de 16 377 000 \$ (18 962 000 \$ au 31 décembre 2010; 17 187 000 \$ au 1^{er} janvier 2010) et de facilités de crédit non utilisées de 2 425 000 \$ (1 510 000 \$ au 31 décembre 2010; 2 420 000 \$ au 1^{er} janvier 2010).

Les tableaux suivants résument les échéances contractuelles des passifs financiers, incluant les versements estimés d'intérêt et excluant l'effet des ententes de compensation.

31 décembre 2011

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	Plus de 24 mois
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts bancaires	75 \$	75 \$	75 \$	- \$	- \$	- \$
Fournisseurs et autres créanciers	6 123	6 123	5 821	302	-	-
Dette à long terme, incluant la partie courante	12 861	13 420	2 601	2 518	5 143	3 158
	19 059 \$	19 618 \$	8 497 \$	2 820 \$	5 143 \$	3 158 \$

23 . Instruments financiers (suite)

31 décembre 2010

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	Plus de 24 mois
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts bancaires	1 990 \$	1 990 \$	325 \$	425 \$	650 \$	590 \$
Fournisseurs et autres créiteurs	6 547	6 547	6 234	313	-	-
Dette à long terme, incluant la partie courante	13 392	14 432	1 869	1 793	4 177	6 593
	21 929 \$	22 969 \$	8 428 \$	2 531 \$	4 827 \$	7 183 \$

1^{er} janvier 2010

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	Plus de 24 mois
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts bancaires	1 080 \$	1 128 \$	509 \$	59 \$	116 \$	444 \$
Fournisseurs et autres créiteurs	6 249	6 249	5 964	285	-	-
Dette à long terme, incluant la partie courante	10 697	11 171	1 032	1 018	3 207	5 914
	18 026 \$	18 548 \$	7 505 \$	1 362 \$	3 323 \$	6 358 \$

D) Risques de marché

i) Risque de change

La société réalise approximativement 50 % (52 % en 2010) de son chiffre d'affaires en monnaies étrangères et est, par conséquent, exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars US et par l'utilisation de contrats de change à terme. Ces contrats obligent la société de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus particulièrement le dollar US, pour ainsi protéger le bénéfice brut contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquiesce de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises américaines peut être couvert.

La société dispose d'une ligne de trésorerie de 2 300 000 \$ pour couvrir ses risques de pertes potentielles sur les contrats de change.

Les tableaux ci-dessous résument les engagements de la société à vendre des devises :

au 31 décembre 2011

Échéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en milliers de dollars US)
0 à 12 mois	Vente	1,0294	9 600 \$
12 à 24 mois	Vente	1,0295	8 700 \$
24 à 36 mois	Vente	1,0302	4 500 \$
		1,0296	22 800 \$

au 31 décembre 2010

Échéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en milliers de dollars US)
0 à 5 mois	Vente	1,0432	2 250 \$

23 . Instruments financiers (suite)

D) Risques de marché (suite)

i) Risque de change (suite)

au 1^{er} janvier 2010

Échéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en milliers de dollars US)
0 à 9 mois	Vente	1,0821	18 000 \$

La juste valeur des instruments financiers dérivés reflète en général les montants estimatifs que la société paierait ou recevrait lors d'un règlement hypothétique des contrats à la date de clôture de l'année.

La juste valeur des instruments financiers, laquelle est présentée au cumul des autres éléments du résultat étendu, avant les impôts sur les résultats de 201 000 \$ (753 000 \$ au 31 décembre 2010), s'établit comme suit aux 31 décembre :

	2011	2010
Gains non réalisés sur contrats de change à terme venant à échéance dans les prochains douze mois	83 \$	105 \$
Gains sur contrats de change à terme encaissés en avance qui seront reconnus dans les prochains douze mois	667	2 095
	750	2 200
Gains non réalisés sur contrats de change à terme venant à échéance après les prochains douze mois	44	-
Gains sur contrats de change à terme encaissés en avance qui seront reconnus après les prochains douze mois	-	667
	44	667
	794 \$	2 867 \$

Aux 31 décembre 2011 et 2010, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US n'aurait pas d'effet significatif sur la "Variation de la juste valeur des contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie" du résultat étendu.

La société ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

Incidence du risque de change lié au dollar américain sur les éléments monétaires libellés en dollars US :

(en milliers de dollars US)

	2011	2010
Trésorerie	2 130 \$	6 508 \$
Créances et autres débiteurs	3 991	4 537
Prêts à long terme, incluant la partie courante	605	370
Fournisseurs et autres créditeurs	(602)	(374)
Dette à long terme, incluant la partie courante	(1 883)	(1 979)
Total des éléments monétaires libellés en dollars US	4 241 \$	9 062 \$

Au 31 décembre 2011, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US aurait comme incidence une diminution ou une augmentation des "Produits (charges) financiers(ères)" de l'ordre de 42 000 \$ (91 000 \$ au 31 décembre 2010), 31 000 \$ (65 000 \$ au 31 décembre 2010) après impôts.

23 . Instruments financiers (suite)

D) Risques de marché (suite)

ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la société découle des prêts à long terme, des placements à long terme, des emprunts bancaires et des emprunts à long terme. Les placements et emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les placements et emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

La société dispose d'une ligne de trésorerie au montant maximal de 600 000 \$ pour couvrir le risque de perte potentielle dans le cas où elle déciderait de convertir son taux d'intérêt variable sur la dette à long terme de 6 000 000 \$ à un taux fixe.

La société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque.

Incidence sur le résultat net du risque de taux d'intérêt sur les éléments monétaires à taux d'intérêt variables :

	2011	2010
Emprunts bancaires	75 \$	1 990 \$
Dette à long terme, incluant la partie courante	10 382	10 439
Total des éléments monétaires à taux d'intérêt variables	10 457 \$	12 429 \$

Aux 31 décembre 2011 et 2010, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 100 points de base du taux préférentiel n'aurait pas d'effet significatif sur le résultat net.

iii) Risque de prix

Les produits de la société comportent des centaines de composantes fabriquées par près de 100 fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et avoir une incidence sur les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque.

La société n'utilise pas de produit dérivé lié au prix des matières.

Juste valeur

Juste valeur versus valeur comptable

Les justes valeurs des actifs et des passifs financiers, avec les valeurs comptables telles que présentées à l'état de la situation financière, sont les suivantes :

	31 décembre 2011		31 décembre 2010		1 ^{er} janvier 2010	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs présentés à la juste valeur						
Contrats de change à terme	127 \$	127 \$	105 \$	105 \$	555 \$	555 \$
Placements à long terme dans des billets restructurés	1 282	1 282	1 290	1 290	1 310	1 310
Option de règlement	181	181	209	209	348	348
	1 590 \$	1 590 \$	1 604 \$	1 604 \$	2 213 \$	2 213 \$
Actifs présentés à la valeur amortie						
Trésorerie	3 931 \$	3 931 \$	6 041 \$	6 041 \$	4 823 \$	4 823 \$
Trésorerie réservée	1 100	1 100	1 500	1 500	1 900	1 900
Créances et autres débiteurs	8 515	8 515	9 786	9 786	6 942	6 942
Prêts à long terme	675	627	414	366	132	103
Placements dans des Certificats de placement garanti	-	-	-	-	4 100	4 100
	14 221 \$	14 173 \$	17 741 \$	17 693 \$	17 897 \$	17 868 \$

23 . Instruments financiers (suite)

D) Risques de marché (suite)

iii) Risque de prix (suite)

	31 décembre 2011		31 décembre 2010		1 ^{er} janvier 2010	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Passifs présentés à la valeur amortie						
Emprunts bancaires	75 \$	75 \$	1 990 \$	1 990 \$	1 080 \$	1 080 \$
Fournisseurs et autres créiteurs	6 123	6 123	6 547	6 547	6 249	6 249
Dette à long terme	12 861	12 843	13 392	13 369	10 697	10 669
	19 059 \$	19 041 \$	21 929 \$	21 906 \$	18 026 \$	17 998 \$

La base pour la détermination de la juste valeur est divulguée à la note 25.

Hiérarchie d'évaluation de la juste valeur

Les tableaux ci-dessous analysent les instruments financiers détenus à la juste valeur, par méthode d'évaluation.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
31 décembre 2011				
Contrats de change à terme	- \$	127 \$	- \$	127 \$
Placements à long terme dans des billets restructurés	-	-	1 282	1 282
Option de règlement	-	-	181	181
	- \$	127 \$	1 463 \$	1 590 \$
31 décembre 2010				
Contrats de change à terme	- \$	105 \$	- \$	105 \$
Placements à long terme dans des billets restructurés	-	-	1 290	1 290
Option de règlement	-	-	209	209
	- \$	105 \$	1 499 \$	1 604 \$
1^{er} janvier 2010				
Contrats de change à terme	- \$	555 \$	- \$	555 \$
Placements à long terme dans des billets restructurés	-	-	1 310	1 310
Option de règlement	-	-	348	348
	- \$	555 \$	1 658 \$	2 213 \$

23 . Instruments financiers (suite)

D) Risques de marché (suite)

iii) Risque de prix (suite)

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010, le rapprochement des éléments évalués à une juste valeur à partir de données non observables (niveau 3) était celui-ci :

	Placements à long terme dans des billets restructurés	Option de règlement
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	1 310 \$	348 \$
Variation de la juste valeur des billets restructurés	155	(152)
Variation dans les taux de conversion des devises étrangères	(71)	(13)
Incidence sur la valeur de l'option de règlement de la disposition de billets restructurés	-	26
Charges financières capitalisées sur la dette à long terme	6	-
Total des gains (pertes) comptabilisé(e)s comme "Produits (charges) financiers(ères)"	90	(139)
Remboursement de capital à la suite de la disposition de billets restructurés	(110)	-
Solde au 31 décembre 2010	1 290 \$	209 \$
Variation de la juste valeur des billets restructurés	55 \$	(28) \$
Variation dans les taux de conversion des devises étrangères	31	3
Incidence sur la valeur de l'option de règlement liée à la disposition de billets restructurés	-	(3)
Charges financières capitalisées sur la dette à long terme	6	-
Total des gains (pertes) comptabilisé(e)s comme "Produits (charges) financiers(ères)"	92	(28)
Remboursement de capital à la suite de la disposition de billets restructurés	(100)	-
Solde au 31 décembre 2011	1 282 \$	181 \$

E) Gestion du capital

La société définit les composantes de sa structure de capital comme étant les dettes à long terme et les emprunts bancaires moins la trésorerie et la trésorerie réservées et les placements à long terme, plus les capitaux propres.

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Trésorerie	(3 931) \$	(6 041) \$	(4 823) \$
Trésorerie réservée	(1 100)	(1 500)	(1 900)
Placements à long terme, incluant la partie courante	(1 463)	(1 499)	(5 758)
Emprunts bancaires	75	1 990	1 080
Dette à long terme, incluant la partie courante	12 861	13 392	10 697
	6 442	6 342	(704)
Capitaux propres.	20 145	22 078	20 772
Total de la structure de capital	26 587 \$	28 420 \$	20 068 \$

La politique du conseil d'administration est de maintenir une solide assise financière afin de maintenir la confiance des investisseurs, des créiteurs et du marché et de soutenir le développement futur de l'entreprise. La direction surveille le rendement sur le capital, qui est défini par la société comme étant le résultat des activités opérationnelles divisé par les capitaux propres. La direction surveille aussi le niveau de dividendes aux actionnaires ordinaires.

La société surveille le capital basé sur plusieurs ratios financiers et indicateurs de performance non financiers.

De plus, la société doit respecter certaines conditions imposées par diverses ententes bancaires.

23 . Instruments financiers (suite)

E) Gestion du capital (suite)

Ces conditions comprennent, au niveau consolidé, le maintien sur une base trimestrielle d'un ratio de fonds de roulement minimum de 1,50 : 1 et d'un ratio d'endettement maximal de 3,25 : 1 et, sur une base annuelle, un ratio de dettes portant intérêts moins la trésorerie sur le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») maximal de 3,00 : 1 et un ratio de couverture des charges fixes minimal de 1,10 : 1. Le ratio de couverture des charges fixes se définit comme étant le rapport du BAIIA plus la trésorerie au début de l'exercice moins les acquisitions d'immobilisations corporelles et les rachats d'actions non financés sur la somme totale des versements de capital dus et/ou exigibles sur la dette à long terme plus les intérêts et les dividendes. Le montant maximal tiré sur la marge de crédit ne peut excéder la somme de 80 % des créances canadiennes, 65 % des créances US et 50 % des stocks de matières premières et de produits finis, déduction faite des créances fournisseurs de moins de 30 jours, jusqu'à concurrence de 6 000 000 \$.

Pour sa filiale, Savaria Concord, ces conditions comprennent le maintien sur une base trimestrielle d'un ratio de fonds de roulement minimal de 1,10 : 1, d'un ratio d'endettement sur capitaux propres maximal de 2,50 : 1 et d'un montant d'avoir des actionnaires d'au moins 10 000 000 \$. Le montant de l'avoir aux actionnaires se définit comme étant les capitaux propres plus les impôts différés moins les immobilisations incorporelles et le goodwill. Le montant tiré de la marge de crédit ne peut dépasser la somme de 80 % des créances canadiennes, 65 % des créances US et 50 % des stocks de matières premières et de produits finis, déduction faite des créances fournisseurs de moins de 30 jours, jusqu'à concurrence de 6 000 000 \$. Les montants ci-dessus incluent les créances clients et les stocks de la filiale Savaria Concord ainsi que ceux des filiales Freedom, Liberty et Van-Action. Pour ce qui est de Van-Action, seul le montant supérieur à la marge utilisée par cette filiale est considéré.

Quant à sa filiale, Van-Action, elle doit maintenir sur une base trimestrielle un ratio de fonds de roulement minimum de 1,25 : 1 et un ratio d'endettement sur les capitaux propres maximal de 2,50 : 1. Le montant maximal tiré sur la marge de crédit ne peut excéder la somme de 90 % des créances canadiennes bénéficiant d'une subvention gouvernementale, 80 % de toutes les autres créances et 50 % des matières premières et produits finis, déduction faite des créances fournisseurs de moins de 30 jours.

La société a respecté toutes les conditions imposées par ses prêteurs tout au long de l'année.

Le ratio d'endettement sur le capital ajusté à la date de clôture était comme suit :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Passifs totaux	22 268 \$	25 272 \$	19 200 \$
Moins: trésorerie	5 031	7 541	6 723
Dette nette	17 237 \$	17 731 \$	12 477 \$
Capitaux propres totaux	20 145	22 078	20 772
Moins: montants cumulés dans les capitaux propres liés à la couverture de flux de trésorerie	593	2 095	2 012
Capital ajusté	19 552 \$	19 983 \$	18 760 \$
Ratio d'endettement sur le capital ajusté au 31 décembre	88,2 %	88,7 %	66,5 %

De temps à autre, la société rachète ses propres actions; le moment de ces achats dépend du prix du marché des actions.

Il n'y a pas eu de changement durant l'année dans l'approche du groupe en gestion du capital.

Ni la société, ni ses filiales ne sont assujetties à des exigences externes en matière de capital.

24 . Engagements

À titre de locataire

Les contrats de location-exploitation sans possibilité d'annulation sont payables comme suit :

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Moins d'un an	1 508 \$	1 923 \$	1 824 \$
Entre un et cinq ans	319	1 584	2 444
	1 827 \$	3 507 \$	4 268 \$

La société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipement. Les baux sur les immeubles ont des durées restantes de 8 à 50 mois, et la plupart de ceux-ci ont une option de renouvellement à la fin du bail.

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2011, un montant de 1 272 000 \$ est comptabilisé dans le coût des ventes et un montant de 499 000 \$ est comptabilisé dans les charges opérationnelles en relation aux contrats de location-exploitation (1 473 000 \$ et 571 000 \$ en 2010).

25 . Détermination des justes valeurs

Plusieurs des méthodes comptables et de divulgation de la société exigent la détermination de la juste valeur, tant pour ce qui est des actifs et passifs financiers, que des actifs et passifs non financiers. Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et (ou) des informations à fournir selon les méthodes exposées ci-après. S'il y a lieu, des informations supplémentaires concernant les hypothèses posées dans la détermination de la juste valeur sont fournies dans les notes portant sur l'actif ou le passif concerné.

A) Immobilisations corporelles

La juste valeur des immobilisations corporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises est basée sur la valeur marchande. La juste valeur des éléments d'équipement, mobilier et agencement, matériel roulant, matériel informatique et améliorations locatives est basée sur une approche fondée sur le marché et sur le coût utilisant les prix du marché pour des éléments similaires, lorsque disponible, et un coût de remplacement, lorsque approprié.

B) Immobilisations incorporelles

La juste valeur des marques de commerce acquises lors d'un regroupement d'entreprises est basée sur un estimé escompté des paiements de redevances qui ont été évités par le fait que la société possède les marques de commerce. La juste valeur des listes de clients acquises lors d'un regroupement d'entreprises est déterminée en utilisant la méthode de l'excédent du résultat multi-période, par laquelle l'actif en question est évalué après y avoir déduit un rendement raisonnable sur tous les autres actifs qui participent dans la création des flux de trésorerie y afférents.

La juste valeur des autres immobilisations incorporelles est basée sur les flux de trésorerie escomptés prévus provenant de l'utilisation et la vente éventuelle des actifs.

C) Stocks

La juste valeur des stocks acquis lors d'un regroupement d'entreprises est basée sur le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires moins les coûts d'achèvement et de vente estimés, et une marge de profit raisonnable basée sur l'effort requis pour acheter et vendre les stocks.

D) Créances et autres débiteurs

La juste valeur des créances et autres débiteurs est estimée comme étant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, escomptés en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date de clôture. Cette juste valeur est déterminée pour fins de divulgation.

25 . Détermination des justes valeurs (suite)

E) Dérivés

La juste valeur des contrats de change est estimée en escomptant la différence entre le montant contractuel à terme et la valeur actuelle à terme pour le montant résiduel du contrat utilisant un taux d'intérêt sans risque (basé sur les bons du Trésor).

La juste valeur reflète le risque de crédit de l'instrument et inclut un ajustement afin de tenir compte du risque de crédit de l'entité de la société et de la contrepartie lorsque approprié.

F) Passifs financiers non dérivés

La juste valeur, qui est déterminée pour fins de divulgation, est calculée sur la valeur actualisée des sorties de fonds en capital et intérêts, escomptées au taux du marché à la date de clôture.

G) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur des options d'achat d'actions est mesurée au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes. Les données de mesures incluent la valeur de l'action à la date de la mesure, le prix d'exercice de l'instrument, la volatilité prévue (basée sur la moyenne pondérée historique de volatilité, ajustée pour des variations prévues dues à de l'information à laquelle le public a accès), la moyenne pondérée de la durée de vie de l'instrument (basée sur l'expérience passée et le comportement général du détenteur des options), les dividendes prévus, et le taux d'intérêt sans risque (basé sur les bons du Trésor).

26 . Subventions gouvernementales

Au cours de l'exercice 2011, la société a comptabilisé des crédits d'impôt pour la recherche scientifique et développement expérimental s'élevant à 272 000 \$ (620 000 \$ en 2010). De ce montant, 290 000 \$ n'a pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales.

La société a également comptabilisé des crédits d'impôt pour apprentis de 86 000 \$ (95 000 \$ en 2010) qui n'ont pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales.

Ces crédits ont été comptabilisés comme suit :

	2011	2010
Diminution des frais de développement différés	226 \$	108 \$
Diminution du coût des ventes	87	95
Diminution des frais d'ingénierie et de recherche et développement	45	512
	358 \$	715 \$

27 . Secteurs opérationnels

Information sur les secteurs opérationnels

La société est structurée selon deux secteurs opérationnels, le premier étant celui de la fabrication et de la distribution d'équipements résidentiels et commerciaux pour personnes à mobilité restreinte (Accessibilité), et le deuxième étant celui de la conversion et de l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes à mobilité restreinte (Véhicules adaptés).

Les intérêts sur la dette à long terme sont affectés aux secteurs selon l'utilisation originale des montants empruntés. Les intérêts sur la dette à long terme liés à des montants qui ont été utilisés pour aucun des secteurs demeurent non affectés.

	2011			2010		
	Accessibilité	Véhicules adaptés	Total	Accessibilité	Véhicules adaptés	Total
Ventes externes	50 319 \$	14 955 \$	65 274 \$	50 923 \$	14 313 \$	65 236 \$
Résultat avant impôt et montants non affectés	3 892 \$	144 \$	4 036 \$	4 409 \$	95 \$	4 504 \$

27 . Secteurs opérationnels (suite)

Information sur les secteurs opérationnels (suite)

	31 décembre 2011			31 décembre 2010		
	Accessibilité	Véhicules adaptés	Total	Accessibilité	Véhicules adaptés	Total
Actifs des secteurs	32 153 \$	8 222 \$	40 375 \$	35 561 \$	9 002 \$	44 563 \$
Passifs des secteurs	10 035 \$	5 970 \$	16 005 \$	13 410 \$	7 143 \$	20 553 \$
Dépenses en capital	581 \$	329 \$	910 \$	714 \$	283 \$	997 \$

	1 ^{er} janvier 2010		
	Accessibilité	Véhicules adaptés	Total
Actifs des secteurs	28 619 \$	5 119 \$	33 738 \$
Passifs des secteurs	6 848 \$	3 469 \$	10 317 \$

Rapprochement des secteurs opérationnels et des soldes consolidés

	2011	2010
Résultat avant impôt		
Résultat total des secteurs, avant impôt et montants non affectés	4 036 \$	4 504 \$
Montants non affectés :		
Charges financières	(608)	(488)
Autres charges du siège social ⁽¹⁾	(550)	(556)
Résultat avant impôt	2 878 \$	3 460 \$

	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
Actifs			
Total des actifs des secteurs	40 375 \$	44 563 \$	33 738 \$
Montants non affectés ⁽²⁾	2 038	2 787	6 234
Total des actifs consolidés	42 413 \$	47 350 \$	39 972 \$
Passifs			
Total des actifs des secteurs	16 005 \$	20 553 \$	10 317 \$
Montants non affectés ⁽²⁾	6 263	4 719	8 883
Total des passifs consolidés	22 268 \$	25 272 \$	19 200 \$

(1) Salaires, honoraires professionnels et autres charges corporatives non inclus dans les résultats des secteurs

(2) Actifs et passifs corporatifs non inclus dans les actifs et passifs des secteurs

Information géographique

	Ventes		Actifs non courants		
	2011	2010	31 décembre 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2011
Domestique	31 296 \$	31 174 \$	12 091 \$	12 898 \$	12 671 \$
États-Unis	26 956	27 582	-	-	-
Autres régions	7 022	6 480	220	185	160
	65 274 \$	65 236 \$	12 311 \$	13 083 \$	12 831 \$

Les ventes sont affectées aux régions géographiques selon la destination des produits expédiés.

28 . Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

La société a reçu une réclamation en relation avec le paiement du billet à payer lié à l'acquisition de Freedom. La société a émis une demande reconventionnelle en relation à cette même transaction. Le dénouement de ces réclamations ne peut être déterminé à cette date.

29 . Parties liées

Transactions avec les principaux dirigeants

A) Prêt à un administrateur

En 2007, la société a émis 475 000 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions au prix de 1 \$ l'action; en contrepartie, un prêt à long terme de 250 000 \$ a été émis à un administrateur, qui est aussi un employé, générant un encaissement net de 225 000 \$. Ce prêt à long terme a été porté en diminution de l'émission de capital-actions et le nombre d'options en circulation a été augmenté de 200 000 options. Éventuellement, le capital-actions augmentera d'un montant correspondant aux remboursements sur le prêt et le nombre d'options en circulation sera réduit en conséquence. Ce prêt porte intérêt au taux préférentiel moins 1 % et est garanti par 200 000 actions ordinaires de la société, ayant une valeur au marché de 316 000 \$ au 31 décembre 2011. Les intérêts sont composés et payables annuellement alors que le capital était payable à l'échéance, soit le 23 février 2012.

B) Rémunération des principaux dirigeants

	2011	2010
Avantages du personnel à court terme	416 \$	396 \$
Paiements fondés sur des actions	34	27
	450 \$	423 \$

C) Transactions avec les principaux dirigeants

Les administrateurs de la société contrôlent 68 % des actions avec droits de vote de la société.

La société a comptabilisé un montant de 84 000 \$ (58 000 \$ en 2010) pour des services comptables et fiscaux rendus par une entité dont un associé est un administrateur et le chef de la direction financière de la société. Aux 31 décembre 2011 et 2010, aucun montant n'était comptabilisé comme fournisseurs et autres créditeurs à l'état de la situation financière.

30 . Évènements subséquents

La société a déposé une offre d'achat qui a été acceptée par le vendeur sur un immeuble situé à Brampton, Ontario, pour un montant de 8 700 000 \$. La société a signé une entente de financement avec son institution financière pour une dette à long terme au montant de 9 600 000 \$ afin de financer l'achat. Les conditions de l'entente prévoient une période d'amortissement de 180 mois avec des versements mensuels en capital de 53 000 \$ plus intérêt au taux fixe pour cinq ans de 3,5 %.

De plus, la société a signé les ententes suivantes avec son institution financière :

- refinancement de sa dette à long terme en une seule dette au montant de 7 000 000 \$. L'emprunt remplace quatre emprunts dont le solde total au 31 décembre 2011 était de 8 467 000 \$. Les conditions de l'entente prévoient une période d'amortissement de 84 mois avec des versements mensuels en capital de 83 000 \$ plus intérêt au taux fixe pour cinq ans de 3,5 %;

30 . Évènements subséquents (suite)

- remplacement de ses marges de crédit qui sont présentement détenues par Savaria Concord au montant de 2 000 000 \$ et par Van-Action au montant de 500 000 \$ en une seule marge au montant de 5 000 000 \$. Le montant tiré sur la marge ne peut dépasser le total de 90 % des créances canadiennes qui bénéficient d'une subvention, 80 % de toutes les autres créances canadiennes et 65 % des créances US, et 50 % des stocks de matières premières et de produits finis. La marge porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %;

- renouvellement pour une année additionnelle de deux dettes à long terme qui sont renouvelables annuellement. Le premier emprunt ayant un solde de 987 000 \$ au 31 décembre 2011 a été prolongé jusqu'en mars 2014, tandis que le second, ayant un solde de 928 000 \$ au 31 décembre 2011 a été prolongé jusqu'en mars 2013. Les deux emprunts ont été renouvelés selon les mêmes conditions.

31 . Explication de la transition aux IFRS

Comme indiqué à la note 2A), les états financiers consolidés de la société sont établis conformément aux IFRS.

Les méthodes comptables selon les IFRS ont donc été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, des informations comparatives figurant aux présents états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et dans la préparation de l'état de la situation financière d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2010 (la date de transition de la société).

Aux fins de l'établissement de son état de la situation financière d'ouverture en IFRS, la société a ajusté les montants présentés antérieurement dans les états financiers établis conformément aux PCGR canadiens. Les tableaux et les notes ci-dessous expliquent dans quelle mesure la transition des PCGR canadiens aux IFRS a eu une incidence sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de la société.

31 . Explication de la transition aux IFRS (suite)
Réconciliation des capitaux propres

	Note	1 ^{er} janvier 2010				31 décembre 2010			
		PCGR du Canada	Reclassifications	Ajustements IFRS	IFRS	PCGR du Canada	Reclassifications	Ajustements IFRS	IFRS
Actifs									
Actifs courants									
Trésorerie		4 823 \$	- \$	- \$	4 823 \$	6 041 \$	- \$	- \$	6 041 \$
Trésorerie réservée		400	-	-	400	400	-	-	400
Créances et autres débiteurs		7 455	-	-	7 455	10 444	-	-	10 444
Contrats de change à terme		555	-	-	555	105	-	-	105
Partie courante des prêts à long terme		27	-	-	27	90	-	-	90
Créances de crédits d'impôt		366	101	-	467	825	91	-	916
Stocks		12 600	-	-	12 600	14 536	-	-	14 536
Charges payées d'avance		814	-	-	814	940	-	-	940
Actifs d'impôt différé	c	602	-	(602)	-	522	-	(522)	-
Partie courante des placements à long terme	e	-	-	-	-	-	-	795	795
Total des actifs courants		27 642	101	(602)	27 141	33 903	91	273	34 267
Actifs non courants									
Trésorerie réservée		1 500	-	-	1 500	1 100	-	-	1 100
Créances de crédits d'impôt		558	-	-	558	524	-	-	524
Prêts à long terme		105	-	-	105	324	-	-	324
Immobilisations corporelles	a	1 566	-	-	1 566	1 842	-	88	1 930
Goodwill	b	506	-	-	506	4 974	-	(923)	4 051
Immobilisations incorporelles	a	1 390	-	-	1 390	3 026	-	168	3 194
Placements à long terme	e	5 758	-	-	5 758	1 499	-	(795)	704
Autres actifs	a	62	-	(17)	45	-	-	-	-
Actifs d'impôt différé	c	801	-	602	1 403	768	-	488	1 256
Total des actifs non courants		12 246	-	585	12 831	14 057	-	(974)	13 083
Total des actifs		39 888 \$	101 \$	(17) \$	39 972 \$	47 960 \$	91 \$	(701) \$	47 350 \$

31 . Explication de la transition aux IFRS (suite)
Réconciliation des capitaux propres (suite)

	Note	1 ^{er} janvier 2010				31 décembre 2010			
		PCGR du Canada	Reclassifications	Ajustements IFRS	IFRS	PCGR du Canada	Reclassifications	Ajustements IFRS	IFRS
Passifs									
Passifs non courants									
Emprunts bancaires		1 080 \$	- \$	- \$	1 080 \$	1 990 \$	- \$	- \$	1 990 \$
Fournisseurs et autres créditeurs	a	6 249	-	-	6 249	6 686	-	(139)	6 547
Produits différés		415	-	-	415	2 043	-	-	2 043
Passifs d'impôts courants		-	101	-	101	42	91	-	133
Partie courante de la dette à long terme	e	1 845	-	-	1 845	3 329	-	907	4 236
Provision pour garantie		264	-	-	264	356	-	-	356
Passifs d'impôt différé	c	-	-	-	-	44	-	(44)	-
Total des passifs courants		9 853	101	-	9 954	14 490	91	724	15 305
Passifs non courants									
Dette à long terme	e	8 852	-	-	8 852	10 063	-	(907)	9 156
Provision pour garantie		394	-	-	394	425	-	-	425
Passifs d'impôt différé	c	-	-	-	-	342	-	44	386
Total des passifs non courants		9 246	-	-	9 246	10 830	-	(863)	9 967
Total des passifs		19 099	101	-	19 200	25 320	91	(139)	25 272
Capitaux propres									
Capital-actions	a	12 633	-	-	12 633	12 627	-	3	12 630
Capital-actions à émettre	a	-	-	-	-	1 200	-	(633)	567
Surplus d'apport	d	1 856	-	54	1 910	2 019	-	45	2 064
Cumul des autres éléments du résultat global		2 012	-	-	2 012	2 081	-	-	2 081
Résultats non distribués	f	4 288	-	(71)	4 217	4 713	-	23	4 736
Total des capitaux propres		20 789	-	(17)	20 772	22 640	-	(562)	22 078
Total des passifs et des capitaux propres		39 888 \$	101 \$	(17) \$	39 972 \$	47 960 \$	91 \$	(701) \$	47 350 \$

31 . Explication de la transition aux IFRS (suite)
Réconciliation des capitaux propres (suite)

	Note	Pour la période de 12 mois close au 31 décembre 2010			
		PCGR du Canada	Reclassifications	Ajustements IFRS	IFRS
Ventes		65 236 \$	- \$	- \$	65 236 \$
Coût des ventes	a	(46 653)	(316)	(55)	(47 024)
Marge brute		18 583	(316)	(55)	18 212
Charges opérationnelles					
Frais d'administration	a, d	-	(6 573)	(333)	(6 906)
Frais de vente		-	(5 269)	-	(5 269)
Frais d'ingénierie et de recherche et développement		-	(2 077)	-	(2 077)
Frais de vente et d'administration		(12 982)	12 982	-	-
		(12 982)	(937)	(333)	(14 252)
Amortissement		(1 253)	1 253	-	-
Autres produits	a	-	36	398	434
Résultat opérationnel		4 348	36	10	4 394
Produits financiers		-	547	-	547
Charges financières		-	(1 481)	-	(1 481)
Autres revenus et charges		(898)	898	-	-
Charges financières nettes		(898)	(36)	-	(934)
Résultat avant impôt		3 450	-	10	3 460
Charge d'impôt sur le résultat	c	(975)	-	83	(892)
Résultat net		2 475	-	93	2 568
Autres éléments du résultat global					
Variation de la juste valeur des contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie		2 253	-	-	2 253
Impôts différés		(626)	-	-	(626)
		1 627	-	-	1 627
Gains sur contrats de change portés au résultat net au cours de l'année		(2 176)	-	-	(2 176)
Impôts différés		633	-	-	633
		(1 543)	-	-	(1 543)
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		84	-	-	84
Gains (pertes) net(te)s latent(e)s sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome		(15)	-	-	(15)
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt		69	-	-	69
Résultat global total		2 544 \$	- \$	93 \$	2 637 \$
Résultat par action					
de base		\$ 0,11	\$ -	\$ 0,01	\$ 0,12
dilué		\$ 0,11	\$ -	\$ 0,01	\$ 0,12

31 . Explication de la transition aux IFRS (suite)

Ajustements significatifs à l'état des flux de trésorerie pour l'année 2010

Conformément à la politique comptable choisie par la société selon l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, les intérêts payés et les impôts payés sont intégrés dans le tableau des flux de trésorerie, alors qu'ils étaient auparavant déclarés en tant qu'information complémentaire. Les frais d'acquisition de 275 000 \$ en 2010 sont présentés dans le résultat global, alors que, selon les PCGR, ils étaient inclus dans le coût lié à une acquisition d'entreprise. De plus, les éléments hors caisse suivants, liés à une acquisition d'entreprise à conditions avantageuses, ont été reclassés en 2010 dans le tableau des flux de trésorerie :

<i>Période de douze mois close le 31 décembre 2010 :</i>	12 mois
Amortissement des immobilisations corporelles	44 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles	29
Acquisition d'une entreprise à prix de faveur	(398)
Variation nette	(325) \$

Il n'y a aucune autre différence significative entre le tableau des flux de trésorerie présenté selon les IFRS et l'état des flux de trésorerie présenté selon les PCGR canadiens.

Notes afférentes aux rapprochements

(a) Exemption liée aux regroupements d'entreprises

La société a choisi d'appliquer rétrospectivement les IFRS aux regroupements d'entreprises qui se sont produits le ou après le 1^{er} janvier 2010. Selon une condition prévue par IFRS 1 pour l'application de cette exemption, le goodwill lié aux regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010 a fait l'objet de tests de dépréciation, même si aucun indice de dépréciation n'avait été relevé. Il n'existait aucune perte de valeur à la date de transition.

L'incidence de ce changement est résumé ci-après :

	Note	1 ^{er} janvier 2010	31 décembre 2010
<u>État consolidé de la situation financière</u>			
Augmentation des immobilisations corporelles	a.1	- \$	88 \$
Diminution du goodwill	b	-	(923)
Augmentation des immobilisations incorporelles	a.2	-	168
Diminution des autres actifs	a.3	(17)	-
Diminution des actifs d'impôts différés	a.4	-	(82)
Diminution des fournisseurs et autres créditeurs	a.5	-	139
Augmentation du capital-actions	a.6	-	(3)
Diminution du capital-actions à émettre	a.7	-	633
(Diminution) augmentation des résultats non distribués		(17) \$	20 \$
<i>Période de douze mois close le 31 décembre 2010 :</i>			
<u>État consolidé du résultat global</u>			
Augmentation des autres produits	a.8		(398) \$
Augmentation du coût des ventes	a.9		55
Augmentation des frais d'administration	a.10		341
Diminution de la charge d'impôt sur le résultat	c.2		(35)
Augmentation du résultat global total	a.11		(37) \$

- (a.1) Reconnaissance d'un profit sur une acquisition à conditions avantageuses plutôt qu'une réduction des actifs à long terme et des actifs d'impôts différés y afférant.
- (a.2) Reconnaissance d'un profit sur une acquisition à conditions avantageuses plutôt qu'une réduction des actifs à long terme et des actifs d'impôts différés y afférant.

31 . Explication de la transition aux IFRS (suite)

Notes afférentes aux rapprochements (suite)

- (a.3) Frais d'acquisition payés d'avance et renversés aux résultats non distribués au 1^{er} janvier 2010.
- (a.4) Reconnaissance de passifs d'impôts différés de 48 000 \$ sur les actifs à long terme et renversement des actifs d'impôts différés liés au renversement d'une provision de 139 000 \$.
- (a.5) Renversement de provisions non admissibles de 188 000 \$ moins l'amortissement déjà comptabilisé selon les PCGR canadiens de 49 000 \$, liés à des économies sur les frais de loyer.
- (a.6) Différence dans le calcul de la valeur des actions liée au paiement en actions.
- (a.7) Selon les IFRS, différents facteurs sont considérés lors de la détermination de la valeur des actions, telle que la probabilité que la condition soit rencontrée. La valeur des actions était de 567 000 \$ selon les IFRS tandis qu'elle était de 1 200 000 \$ selon les PCGR canadiens, pour une différence de 633 000 \$.
- (a.8) Reconnaissance d'un profit sur une acquisition à conditions avantageuses.
- (a.9) Renversement d'amortissement de 49 000 \$ lié à des provisions non admissibles et amortissement de 6 000 \$ lié à la reconnaissance d'immobilisations incorporelles.
- (a.10) Frais d'acquisition de 275 000 \$ comptabilisés dans le résultat global plutôt que d'être capitalisés et amortissement de 66 000 \$ lié à la reconnaissance d'immobilisations incorporelles.
- (a.11) Résultat net des ajustements à la répartition du prix d'achat.

(b) Goodwill

	Note	1 ^{er} janvier 2010	31 décembre 2010
Capital-actions à émettre	a.7	- \$	633 \$
Frais d'acquisition	b.1	-	208
Fournisseurs et autres créditeurs	b.2	-	82
Diminution du goodwill		- \$	923 \$

- (b.1) Frais d'acquisition comptabilisés dans le résultat global, dont 17 000 \$ en 2009 et 191 000 \$ en 2010, plutôt que capitalisés au coût du placement.
- (b.2) Renversement de provisions non admissibles liées à des économies sur les frais de loyer au montant de 115 000 \$ net des impôts différés de 33 000 \$.

(c) Impôt

Les changements ci-dessus ont eu pour effet d'augmenter ou de diminuer les actifs et passifs d'impôts différés comme suit :

	Note	1 ^{er} janvier 2010	31 décembre 2010
<u>Actifs d'impôts différés</u>			
Regroupement d'entreprises	a	- \$	(82) \$
Reclassement du courant au non courant	c.1	602	522
Différence de taux sur élimination de profit intercompagnies	c.2	-	48
Augmentation des actifs d'impôts différés		602 \$	488 \$
<u>Passifs d'impôts différés</u>			
Reclassement du courant au non courant	c.1	-	(44) \$
Augmentation des passifs d'impôts différés		- \$	(44) \$
<i>Période de douze mois close le 31 décembre 2010 :</i>			12 mois
<u>Charge d'impôt sur le résultat</u>			
Regroupement d'entreprises	c.2		(35) \$
Différence de taux sur élimination de profit intercompagnies	c.3		(48)
Diminution de la charge d'impôt sur le résultat			(83) \$

31 . Explication de la transition aux IFRS (suite)

Notes afférentes aux rapprochements (suite)

- (c.1) En vertu des IFRS, tous les impôts différés sont classés comme étant non courants, indépendamment de la classification des actifs ou passifs sous-jacents, ou du moment prévu du renversement des différences temporelles. L'incidence de cette différence est le reclassement des actifs et passifs d'impôt différé courants à des actifs et passifs d'impôt différé non courants.
- (c.2) Impact fiscal provenant de la reconnaissance d'immobilisations corporelles et incorporelles et du renversement de provisions non admissibles.
- (c.3) En vertu des IFRS, le taux d'impôt de la filiale qui achète doit être appliqué au profit inclus dans le stock détenu en fin de période plutôt que le taux d'impôt de la filiale qui vend, tel que requis selon les PCGR canadiens.

(d) Rémunération à base d'actions

En vertu des IFRS, Savaria comptabilise le coût de la rémunération à base d'actions sur la période d'acquisition des droits en utilisant la méthode de l'amortissement dégressif plutôt que la méthode de l'amortissement linéaire, ce qui était la méthode suivie antérieurement par la société selon les PCGR canadiens. De plus, conformément aux IFRS, la société doit estimer le nombre d'options pour lesquelles les droits seront acquis et le réviser si des informations ultérieures indiquent que le nombre réel d'extinctions sera différent du nombre estimé. Selon les PCGR canadiens, les extinctions étaient comptabilisées lorsqu'elles se produisaient. Par conséquent, la société a ajusté sa charge pour tenir compte de cette différence de méthode comptable.

L'incidence de ces changements est résumé ci-après :

	Note	1 ^{er} janvier 2010	31 décembre 2010
<u>État consolidé de la situation financière</u>			
Augmentation du surplus d'apport		(54) \$	(45) \$
Diminution des résultats non distribués		(54) \$	(45) \$
<i>Période de douze mois close le 31 décembre 2010 :</i>			12 mois
<u>État consolidé du résultat global</u>			
Diminution des frais d'administration	d.1		(9) \$
Augmentation du résultat total global			(9) \$

- (d.1) Différence favorable de 9 000 \$ liée à de la rémunération à base d'actions.

(e) Reclassement de la dette et de certains placements à long terme

En vertu des IFRS, toute dette qui vient à échéance dans les douze prochains mois et qui n'a pas été renouvelée à la date de clôture de la période doit être classée comme un passif courant contrairement aux PCGR canadiens selon lesquels la dette pouvait être classée comme un passif non courant si elle était renouvelée avant la date des états financiers. De même, les placements pouvant être cédés à la banque en paiement d'une portion de la dette afférente classée comme un passif courant doivent aussi être reclassés à court terme. L'incidence de cette différence est le reclassement de 907 000 \$ de la dette à long terme à la partie courante de la dette à long terme, et de 795 000 \$ des placements à long terme à la partie courante des placements à long terme.

(f) Résultats non distribués

Les changements ci-dessus ont eu pour effet de diminuer ou d'augmenter les résultats non distribués (après incidence fiscale) comme suit :

	Note	1 ^{er} janvier 2010	31 décembre 2010
Regroupement d'entreprises	a	(17) \$	20 \$
Différence de taux sur élimination de profit intercompagnies	c.3	-	48
Rémunération à base d'actions	d	(54)	(45)
(Diminution) augmentation des résultats non distribués		(71) \$	23 \$

31 . Explication de la transition aux IFRS (suite)

(g) Autre exemption selon IFRS 1

Savaria a choisi d'appliquer l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs financiers lors de la comptabilisation selon IAS 39, *Instruments financiers: comptabilisation et évaluation* à titre prospectif pour les transactions conclues à la date de transition ou après celle-ci, tel que permis par un amendement à l'IFRS 1 émis en décembre 2010 et appliqué de façon rétrospective en date du 1^{er} janvier 2010.